



**Cipango**  
Cahiers d'études japonaises  
17 | 2010  
La péninsule retrouvée

---

## Le débat sur l'*Histoire de Shōwa* et le Japon de 1955

Vers un nouveau sens du savoir historique

*The Debate on Shōwa History and the Japan of 1945: Towards a New Meaning for Historical Knowledge*

Tristan Brunet

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cipango/1081>  
DOI : 10.4000/cipango.1081  
ISSN : 2260-7706

### Éditeur

INALCO

### Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2010  
Pagination : 181-258  
ISBN : 978-2-85831-195-8  
ISSN : 1164-5857

### Référence électronique

Tristan Brunet, « **LE DÉBAT SUR L'HISTOIRE DE SHŌWA ET LE JAPON DE 1955** », *Cipango* [En ligne], 17 | 2010, mis en ligne le 05 septembre 2012, consulté le 30 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/1081> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.1081>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 juin 2021.



*Cipango* est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# Le débat sur l'Histoire de Shōwa et le Japon de 1955

Vers un nouveau sens du savoir historique

*The Debate on Shōwa History and the Japan of 1945: Towards a New Meaning for Historical Knowledge*

Tristan Brunet

---

- 1 L'année 1955 fut une année charnière pour le Japon, et ce à plus d'un titre. Pour l'historien Oguma Eiji<sup>1</sup>, elle a marqué le passage d'un « premier après-guerre » (*daiichi no sengo* 第一の戦後), celui de l'occupation américaine et de la reconstruction du pays ruiné par la guerre, à un « deuxième après-guerre » (*daini no sengo* 第二の戦後), caractérisé par le retour de la prospérité économique, avec l'entrée dans la haute croissance, et par le développement d'une société de consommation de masse. C'est également en 1955 que se mit en place le système politique dit justement « système de 55 » (*Gojūgonen taisei*, 55年体制)<sup>2</sup>, avec la création du Parti Libéral-Démocrate (PLD)<sup>3</sup>. Celui-ci permit à la droite japonaise de s'installer solidement au pouvoir, et comprenait en son sein d'anciens accusés de crimes de guerre de classe A, comme Kishi Nobusuke 岸信介, qui devint Premier ministre en 1957.
- 2 L'année 1955 marqua également un tournant sensible dans l'écriture de l'histoire au Japon.
- 3 En premier lieu, le retour des conservateurs au pouvoir s'accompagna de plusieurs tentatives de leur part pour peser sur la narration de l'histoire nationale<sup>4</sup>, et pour contrôler la diffusion, auprès de la population, de la production historique universitaire, dominée, depuis la fin de la guerre, par l'historiographie marxiste<sup>5</sup>.
- 4 À la même époque s'ouvrit ce qu'on a appelé le « Débat sur l'Histoire de Shōwa » (*Shōwashi ronsō* 昭和史論争), qui marqua la première grande remise en question de l'école d'histoire marxiste et de sa position hégémonique chez les historiens japonais. Étape importante de l'historiographie japonaise d'après-guerre, ce débat nous permet aujourd'hui d'analyser le glissement qui se produisit dans la

configuration de la conscience historique de ce Japon à l'aube du « second après-guerre ».

- 5 *Shōwashi* 昭和史 (Histoire de [l'ère] Shōwa) est le titre d'un ouvrage d'histoire, publié en novembre 1955 et écrit par Tōyama Shigeki 遠山茂樹 (1914-), Fujiwara Akira 藤原彰 (1922-2003) et Imai Seiichi 今井清一 (1924-)<sup>6</sup>. Le livre présentait l'histoire du Japon depuis l'avènement de l'empereur Shōwa, en 1926, et synthétisait les résultats des recherches de l'école marxiste depuis la fin de la guerre. Il faut ici insister sur l'importance, aussi bien historique qu'historiographique, de l'ouvrage. En effet, il s'agissait là de la première tentative d'écriture, au Japon, d'une histoire des années de guerre, et d'une analyse des mécanismes historiques qui y conduisirent, à peine dix ans après la fin des hostilités. Facile d'accès, l'ouvrage connut un grand succès auprès d'un large public. Ce succès, ainsi que la proximité chronologique des événements qui y étaient relatés, expliquent sans doute que sa publication ait déclenché une série de critiques, adressées, au-delà de l'ouvrage, à l'ensemble de l'histoire du Japon du temps présent, telle qu'écrite par les historiens marxistes. Elle provoqua ainsi l'ouverture du premier grand débat historique du Japon d'après-guerre. Sorte de versant académique du tournant de 1955, cette polémique permit à une grande partie des intellectuels japonais de l'époque de confronter des conceptions différentes de l'histoire récente du pays, ainsi que des conceptions sur le rôle de l'histoire, dans une démocratie japonaise qui restait, pour beaucoup, à ancrer.
- 6 On a longtemps considéré que ce débat avait échoué, car les différentes positions qui y furent défendues n'évoluèrent guère durant son déroulement, les principaux participants opposant le plus souvent une fin de non-recevoir aux arguments de leurs contradicteurs. La polémique s'épuisa, à l'aube des années soixante, sans qu'une de ces positions ne se soit véritablement imposée. C'est pourquoi le débat et l'influence qu'il avait pu avoir sur la formation de l'imaginaire historique national japonais du second après-guerre restèrent longtemps au second plan de l'historiographie japonaise. Il fut néanmoins l'objet d'une importante réévaluation durant les années quatre-vingt-dix, alors que l'histoire japonaise, confrontée au révisionnisme, traversait une nouvelle crise. C'est ainsi que plusieurs chercheurs japonais virent, dans les différentes conceptions de l'histoire défendues au cours du débat des années cinquante, une filiation avec les problèmes de la recherche historique à leur époque<sup>7</sup>. De nos jours encore, le débat reste l'objet de nombreux travaux de recherche, et est reconnu comme une des polémiques majeures de l'historiographie japonaise du xx<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>.
- 7 Dans ce contexte, notre contribution cherchera à montrer, d'une part, en quoi ce débat reflète un glissement de l'imaginaire historique national japonais et, d'autre part, ce qu'il nous apprend sur les questionnements que les élites universitaires japonaises de l'époque concevaient à l'égard de l'histoire récente de leur pays. On s'interrogera sur les questionnements historiques qui s'ouvrirent à l'occasion de ce débat, ainsi que sur les évolutions de la recherche historique japonaise auxquelles il contribua, aussi bien du point de vue de la méthodologie historique et des modalités du discours historique, que du point de vue de l'apparition de nouveaux objets de l'histoire du temps présent. Inversement, nous questionnerons aussi les manques et angles morts, tels qu'ils se trahissent, et dans le discours historique japonais de l'époque, et dans l'imaginaire qui semble en avoir constitué le socle. Il faudra alors se demander si cette polémique n'a pas contribué à créer des zones d'ombre dans la conscience historique de son temps : nous tenterons de montrer comment certaines problématiques ont été tenues hors du

champ d'investigation des historiens et de leur système de valorisation du savoir historique, dans le Japon de la fin des années cinquante.

- 8 Pour atteindre notre objectif, il conviendra de rappeler, dans un premier temps, les principales tendances de l'histoire au Japon durant les dix premières années de l'après-guerre, telles que synthétisées dans *l'Histoire de Shōwa*. On présentera dans un deuxième temps le propos de l'ouvrage. On donnera ensuite un aperçu du déroulement du débat et des principales positions qui y furent défendues. Enfin, on tentera de dresser un bilan des grandes problématiques ouvertes par le débat, ainsi que celles qu'il a éludées, voire masquées.

## L'écriture de l'histoire japonaise au lendemain de la guerre

- 9 Quels furent, dans les dix premières années de l'après-guerre, les orientations de l'historiographie japonaise et le contexte historiographique du débat qui a suivi la publication de l'ouvrage ?
- 10 Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les travaux des historiens japonais étaient marqués par trois grandes orientations.
- 11 La première était le souci de rédiger une histoire « démocratique ». Le terme de « démocratique » fut d'abord utilisé au sens que lui donnait l'occupant américain, c'est-à-dire comme une lutte contre le pouvoir des militaires au Japon, et contre l'endoctrinement de la population par le culte de l'empereur. L'histoire telle qu'elle était enseignée jusqu'à la défaite fut pointée du doigt par les Américains comme un des leviers principaux aux mains du régime militariste, notamment par l'enracinement du mythe de l'origine divine du souverain comme réalité historique<sup>9</sup>. L'occupant interdit à ce titre l'enseignement de l'histoire, par une directive du 31 décembre 1945<sup>10</sup>, et commanda la rédaction d'un nouveau manuel scolaire. *La marche du pays (Kuni no ayumi)*<sup>11</sup>, premier manuel d'histoire de l'après-guerre, fut publiée en septembre 1946, mais il s'attira vite de vives critiques. La plus connue fut le fait de l'historien marxiste Inoue Kiyoshi 井上清 (1913-2001)<sup>12</sup>. Pour ce dernier, même si le manuel coupait avec les origines mythiques de la dynastie impériale et de l'archipel, il restait trop centré sur l'histoire de la cour, et donc sur le souverain comme principe organisateur de l'histoire japonaise. C'était un défaut majeur aux yeux des marxistes qui, comme Inoue, occupaient désormais la place principale dans le champ de l'histoire universitaire. Cette critique montre cet enjeu « démocratique » en histoire, tel qu'il était conçu par ces historiens : leur but était d'empêcher que ne se diffuse, à nouveau et à l'échelle de la nation, un récit historique centré sur la cour impériale et les élites, imprégné de l'idéologie de la classe dirigeante. Pour ces historiens, une histoire nationale de ce type constituait justement l'un des piliers du système de domination politique, économique et culturel de l'élite qu'ils nommaient *tennōsei* 天皇制, « système reposant sur le Tennō », sur le souverain, souvent traduit par « système impérial ». Ils estimaient que la mission démocratique qui leur incombait, en tant qu'historiens, était d'enraciner une démocratie véritable dans le pays par la rédaction d'une nouvelle histoire du Japon purgée de toute influence de ce système impérial et centrée sur le peuple japonais plutôt que sur les élites qui s'étaient succédé à la tête de l'État.

- 12 Le second élément dominant de l'historiographie de l'époque est donc la place prépondérante que prit l'historiographie marxiste dans le milieu académique des années d'après-guerre. On peut invoquer au moins trois raisons à cela.
- 13 La première est le retour de la liberté de parole, grâce à l'abolition de la Loi de maintien de la sécurité publique (*Chian iji hō* 治安維持法) le 15 octobre 1945. Cette loi était, depuis son instauration en 1925, le principal outil de censure de l'État<sup>13</sup>, et était perçue comme l'un des fondements du système impérial. Les historiens n'avaient plus à craindre l'emprisonnement ou le renvoi pour leurs analyses. Ils pouvaient, désormais, développer librement une critique du système impérial, dans un milieu universitaire garantissant à nouveau une certaine sécurité dans la pratique de la recherche.
- 14 La seconde raison est le prestige idéologique du marxisme et du communisme au lendemain de la guerre. Le Parti communiste japonais retrouva une existence officielle avec la libération des prisonniers politiques au début du mois d'octobre 1945, parallèlement à l'abolition de la Loi de sécurité publique. Il fut alors perçu comme le principal élément de résistance au sein d'une société japonaise qui s'était laissé enfermer, depuis les années vingt, dans l'idéologie du régime, et avait soutenu aveuglément la guerre dirigée par la classe dirigeante. Ainsi, les communistes apparaissaient au lendemain de la guerre comme les plus légitimes défenseurs de la démocratie<sup>14</sup>. Les historiens marxistes, qui maniaient les mêmes cadres d'analyse et le même vocabulaire que le PCJ, bénéficièrent, eux aussi, de cette aura, laquelle venait renforcer la légitimité démocratique de leur pratique historique<sup>15</sup>.

La troisième raison, et la plus importante pour la recherche historique, c'est l'importance qu'avait alors le marxisme comme outil d'analyse historique : il permettait, en effet, en liant les analyses politiques aux considérations socio-économiques, d'élargir le champ d'investigation des historiens et de renforcer la valeur scientifique de leurs conclusions. Au Japon, l'influence du marxisme en histoire se fit sentir dès les années vingt. Il fut alors perçu comme une grille d'analyse particulièrement efficace pour examiner la modernisation récente du pays et, surtout, ses limites supposées par rapport aux modèles occidentaux. Un important débat eut lieu, parmi les marxistes, jusqu'au début des années trente, concernant la nature du capitalisme japonais et la modernité du pays depuis 1868 et l'ère Meiji. Il opposait ceux qui considéraient le Japon comme une démocratie bourgeoise à part entière, malgré ses spécificités historiques (courant *Rōnōha* 労農派, d'après le nom de la revue *Rōnō* 労農 – *Ouvriers et Paysans* – dans laquelle les membres de ce courant ont exposé leurs opinions), et ceux qui considéraient, en accord avec les thèses « officielles » sur la modernité japonaise émises depuis Moscou par le Komintern en 1927 et 1932, que l'État japonais ne s'était qu'imparfaitement modernisé, et qu'il conservait des aspects de monarchie absolue, n'ayant pas coupé avec le système de domination féodal<sup>16</sup>. Par conséquent, pour ce courant, une révolution prolétaire ne pouvait se produire d'emblée au Japon (courant *Kōzaha* 講座派, du nom de la collection dans laquelle ces auteurs ont publié, entre 1932 et 1933, leurs analyses : *Nihon shihonshugi hattatsushi kōza* 日本資本主義発達史講座, Cours d'histoire du développement du capitalisme japonais)<sup>17</sup>. Avec ce débat, cette première génération de chercheurs japonais marxistes<sup>18</sup> développa une grille d'analyse sophistiquée, et forgea une série d'outils et d'approches méthodologiques que les historiens du lendemain de la guerre purent réinvestir dans la structure universitaire, pour y prendre une place prépondérante.

- 15 Il est important de noter, dès à présent, qu'en héritant de toutes les analyses élaborées dans les années vingt et trente, l'historiographie marxiste japonaise de l'après-guerre a également hérité des préjugés idéologiques et historiques qui les sous-tendaient. L'élucidation du « système impérial », conçu comme le principal frein à la démocratisation du pays, constitua d'emblée le problème central de leur démarche historique. Ces historiens reprenaient par conséquent l'ensemble des *a priori* méthodologiques au cœur de ce concept, et la vision de l'histoire nationale sur laquelle il reposait. Car ils définissaient ce « système impérial », selon les analyses de la faction *Kōzaha*, comme l'héritage d'une structure étatique de type absolutiste, c'est-à-dire comme un reliquat foncièrement contre la modernité au sein de l'État japonais. On retrouve là, au centre de leur vision de l'histoire, l'héritage d'une téléologie héritée de l'expérience historique occidentale, sur la base de ses catégories (visible notamment dans l'articulation des étapes historiques que constituent la féodalité, l'absolutisme, et l'État moderne). Cette histoire concevait le Japon, depuis la restauration de Meiji jusqu'à la fin de la guerre, comme un État *a priori* imparfaitement moderne<sup>19</sup>, au regard de critères de modernité établis sur le modèle de l'expérience historique « occidentale ». Ces auteurs élaboraient, par conséquent, leur réévaluation critique de l'histoire nationale japonaise, depuis le point de vue d'une modernité idéale, incarnée, selon eux, par les thèses formulées par le Komintern, en 1927 et 1932, et par les analyses historiques de la *Kōzaha*, réunies dans *Nihon shihonshugi hattatsushi kōza*, qui avaient, en leur temps, défini la problématique du système impérial comme centrale. La remise en question de cette dimension de l'historiographie marxiste se retrouve au cœur du débat sur l'*Histoire de Shōwa*.
- 16 Il faut également souligner que la nouvelle génération d'historiens marxistes, celle qui s'imposa après-guerre, tenta de redonner à l'histoire politique une place plus importante face à la primauté de l'infrastructure économique<sup>20</sup>. En soulignant l'interdépendance qui existait entre le domaine politique et l'économique, ces historiens tentèrent de se départir du déterminisme économique d'un modèle historique marxiste trop rigide. Ils comptaient ainsi redonner une épaisseur propre à l'échelon politique, que leurs prédécesseurs marxistes avaient, souvent, réduit à un simple effet de surface. Cela leur permettait d'expliquer l'échec du mouvement ouvrier dans les années trente, d'une manière qui laissait ouverte la possibilité de rejouer, à leur époque, ce combat politique de manière plus efficace. Accessoirement, cette réévaluation du politique les autorisait à redonner une légitimité à leur pratique historienne et à assurer sa spécificité en regard des analyses trop purement socioéconomiques<sup>21</sup>.
- 17 Enfin, on assista également à cette époque au développement d'une « histoire contemporaine » (*gendaiishi* 現代史), proche de ce que l'on appellerait en France « histoire immédiate » ou « histoire du temps présent »<sup>22</sup>. Une des questions qui préoccupa le plus les historiens japonais au lendemain de la Seconde Guerre mondiale fut l'analyse du processus qui avait mené le pays à la guerre, pour tenter de rendre le chaos de l'histoire récente intelligible aux yeux des Japonais qui l'avaient vécu. Les historiens contemporains du lendemain de la guerre, au premier rang desquels les historiens marxistes, tentèrent donc de comprendre, et de faire comprendre, les dysfonctionnements du « système impérial » avant-guerre, montrant comment il avait rendu possible la dérive militariste. Là encore, on retrouve au centre de cette préoccupation l'impératif de démocratisation et le postulat qui l'accompagnait d'un

Japon non démocratique avant-guerre, idée qui présidait alors à la rédaction de toute histoire nationale. Deux autres facteurs contribuèrent au développement de l'histoire du temps présent : la quantité de sources rendues publiques à l'occasion du procès de Tōkyō<sup>23</sup>, et l'effet de rattrapage de l'historiographie marxiste, qui put faire fructifier l'héritage de la réflexion des années trente sur le capitalisme japonais et la modernité, et concernait avant tout la période Meiji. Certains participants de ce débat redevinrent d'ailleurs actifs dès la fin de la guerre, comme Hani Gorō, représentant de la faction *Kōzaha*, qui publia en 1946 une évaluation de la restauration de Meiji<sup>24</sup>. Deux historiens de la nouvelle génération s'imposèrent après-guerre comme les principaux représentants de cette mouvance : Inoue Kiyoshi, auteur de la critique contre *Kuni no ayumi*, qui publia en 1955, avec Suzuki Masashi 鈴木正四 (1914-), une histoire du Japon de Meiji à la fin de la guerre<sup>25</sup>, et Tōyama Shigeki, un des auteurs de *L'Histoire de Shōwa*.

- 18 Ces trois aspects (impératif démocratique, domination de l'histoire marxiste, et développement de l'histoire du temps présent) se trouvèrent donc liés : la prépondérante historiographie marxiste porta le principal projet de démocratisation de l'histoire nationale, en s'efforçant notamment de rendre sa place au *kokumin* 国民, c'est-à-dire au peuple, par opposition aux classes dominantes, dans un récit historique national qu'elle étendit jusqu'aux portes du présent. *L'Histoire de Shōwa*, publiée en 1955, était une synthèse de ces recherches en histoire du Japon du temps présent. Il s'agissait du projet le plus significatif de la part de l'école marxiste pour exposer au plus large public possible sa lecture de cette période de l'histoire du Japon.

## L'Histoire de Shōwa

- 19 Dans l'introduction de *L'Histoire de Shōwa*, Tōyama, Fujiwara et Imai formulaient la problématique qu'ils avaient placée au centre de l'ouvrage : « Pourquoi nous, la nation, avons-nous été entraînés, poussés dans cette guerre ? Pourquoi la nation n'a-t-elle pas eu la force d'empêcher ce drame ? »<sup>26</sup>. Pour y répondre, les auteurs insistaient dans leurs analyses sur trois points principaux : les limites de la démocratie dans le système impérial d'avant 1945, résultat de l'imparfaite modernité de l'État japonais depuis Meiji ; le rôle moteur de l'impérialisme japonais dans la guerre, dont l'analyse permettait de mettre à jour les intérêts aux noms desquels la classe dirigeante tout entière avait entraîné la nation dans la guerre ; le parallèle entre la situation d'avant-guerre et la situation d'après-guerre, qui étendait le diagnostic historique des auteurs de *L'Histoire de Shōwa* aux enjeux politiques de leur époque.
- 20 Partant du principe que le Japon ne s'était qu'imparfaitement modernisé en comparaison des démocraties bourgeoises occidentales, les auteurs de *L'Histoire de Shōwa* pointaient du doigt les résidus « féodaux » au sein de l'infrastructure de l'État-nation japonais pour expliquer la crise de la démocratie dans le Japon de l'époque Shōwa (depuis 1926), et au-delà, depuis la première modernisation de l'époque Meiji (1868-1912). L'Armée, et sa dévotion unique au souverain plutôt qu'à la nation elle-même, figurait au premier rang de ces vecteurs qui trahissaient l'incomplète modernité du Japon de 1868-1945. Restée la seule organisation de « masse » traversant toute la structure sociale, elle constituait l'unique outil pour les classes dirigeantes – pensées ici comme les continuateurs oligarchiques des anciens pouvoirs féodaux – d'assurer leur pouvoir sur l'ensemble de la société, contrairement aux fascismes allemands ou italiens qui avaient d'abord reposé sur des partis à large assise électorale<sup>27</sup>.

- 21 La répression constante à laquelle les partis prolétaires et les organisations syndicales durent faire face<sup>28</sup> reflétait la lutte de cette élite pour conserver le pouvoir, et son incapacité à lutter avec les armes d'une démocratie bourgeoise véritablement moderne. La Loi de maintien de la sécurité publique votée en 1925, principale loi de censure et de répression idéologique et policière de l'État, était pointée comme symptomatique de cette volonté de juguler la représentation populaire, malgré l'élargissement au suffrage universel masculin voté la même année. Cette mesure ne put empêcher la crise du système des partis, qui se mit à tourner à vide après la crise de 1929 et, plus fortement encore, l'incident de Mandchourie en 1931.
- 22 Les auteurs présentaient le Parti communiste japonais comme le principal défenseur de la démocratie et de la nation dans les années trente et quarante, contre une classe au pouvoir toujours plus rangée derrière la défense des intérêts du capital et de l'appareil militaire. Le degré de « démocratisation » du Japon de l'époque était évalué en fonction du nombre de mouvements sociaux, et le retour d'une syndicalisation effective, au lendemain de la guerre, était salué dans l'ouvrage sous le titre « La nation se relève »<sup>29</sup>. La nation (encore une fois le *kokumin*, ou « peuple national »), qui constituait le sujet de cette histoire nationale, était donc dépeinte, au nom de la théorie de la lutte des classes, comme un acteur intrinsèquement révolutionnaire, naturellement porté au progrès de la démocratie contre la domination des élites. Le Parti communiste japonais, en tant que parti d'avant-garde, était lui présenté comme son porte-parole le plus fidèle.
- 23 On le voit, cette critique des limites de la démocratie dans le Japon d'avant la guerre reposait fondamentalement sur la lecture, évoquée plus tôt, du système impérial par l'historiographie marxiste : celles-ci étaient conçues avant tout comme les conséquences du retard de modernité inscrit au cœur de l'appareil d'État japonais depuis Meiji.
- 24 Les auteurs insistaient également sur l'importance de l'impérialisme japonais comme élément central expliquant le déclenchement de la guerre, et de la dynamique du capital comme soutien du complexe État/Armée. De ce point de vue, l'impérialisme était abordé comme une étape normale des États-nations modernes, même si le Japon était vu comme un acteur tardif de ce processus, qui démarra à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et prit surtout de l'ampleur au XIX<sup>e</sup> siècle.
- 25 Les auteurs identifiaient ainsi, suivant ce raisonnement, une dynamique qui liait la domination coloniale de la Corée et de Taïwan, l'avancée japonaise en Mandchourie, et l'intrusion subséquente de la diplomatie japonaise dans la politique intérieure chinoise, aux intérêts des conglomérats industriels japonais, les *zaibatsu*. Ces entreprises avaient en effet soutenu l'expansionnisme japonais dans leur recherche de matières premières, mais aussi dans leur nécessité de sécuriser un marché intérieur face à la crise mondiale qui sévit après 1929. Pour les auteurs, l'impérialisme, moteur de la marche à la guerre, liait de manière indissociable la colonisation sur le plan extérieur, et les limites à la démocratie sur le plan intérieur. La nécessité pour le capital d'asseoir une domination impériale sur les régions voisines du Japon en Asie orientale avait permis aux militaires de prendre l'initiative sur le plan de la politique internationale, et d'asseoir par conséquent leur influence à l'intérieur du pays. Inversement, la position, de plus en plus monopolistique, des conglomérats au sein du marché intérieur japonais, les avait autorisés à imposer au reste de la classe dirigeante la poursuite de leurs intérêts. C'était d'ailleurs là une des forces de l'approche historique marxiste, qui intégrait aspects

politiques, économiques et culturels. On peut y voir une des raisons de sa prépondérance après-guerre, dans un Japon avide de comprendre comment il s'était trouvé entraîné dans la spirale de la guerre. Car ce souci de compréhension des responsabilités globales dans le mouvement vers la guerre était central au sein des réflexions japonaises des années cinquante.

26 Face à cette collusion d'intérêts entre tous les éléments de la classe dirigeante, le peuple était présenté comme intrinsèquement opposé à la guerre, attaché à la paix, et le PCJ et les différents partis prolétaires de l'époque comme les représentants exclusifs de cette intentionnalité première du peuple japonais.

27 La conséquence principale de cette grille de lecture, c'est, comme l'*incipit* de l'ouvrage le laissait entendre, qu'elle inscrivait au cœur de la dynamique historique de cette époque une opposition absolue entre la classe dirigeante, dont les motivations et les intérêts se trouvaient unifiés par l'analyse de l'impérialisme japonais, et les masses populaires japonaises, entraînées contre leur gré dans une guerre qui allait à l'encontre de leur motivation de classe, intrinsèquement démocratique.

28 La présentation de l'après-guerre dans cet ouvrage était tout aussi significative, puisque après l'évocation de la parenthèse des promesses de démocratisation de l'immédiat après-guerre, au premier rang desquelles les articles pacifistes de la constitution et le retour de la liberté de parole, les auteurs élaboraient un parallèle très marqué entre les évolutions du Japon d'avant-guerre, et le retour des conservateurs au pouvoir au tournant des années cinquante. Cette mise en perspective soulignait, une fois encore, la vocation démocratique et politique que les auteurs attribuaient à leur ouvrage :

*Nous tâcherons d'établir dans quelle mesure les circonstances de l'époque, contre lesquelles la nation s'est avérée impuissante, diffèrent de celles que nous connaissons aujourd'hui, afin de guider et de transmettre une véritable confiance en la lutte actuelle pour la paix et la démocratie<sup>30</sup>.*

29 Ce parallèle s'opérait sur deux plans. En premier lieu, les auteurs soulignaient le retour de la guerre comme moteur des évolutions politiques du pays depuis le début des années cinquante. Le Japon s'était en effet retrouvé indirectement impliqué dans la guerre de Corée, puisque le pays avait servi de base arrière aux forces de l'ONU, et qu'il avait soutenu par son industrie l'effort de guerre, « piétinant, là encore, les instructions de la déclaration de Potsdam, qui appelaient à la reconstruction d'une économie pacifique »<sup>31</sup>. Le pays avait par conséquent repris sa place dans le réseau d'impérialismes sous-tendu par le capital et les oppositions Est/Ouest (U.R.S.S. et R.P.C./Occident).

30 Les auteurs soulignaient également la persistance, par-delà la guerre, de la classe dirigeante, du système impérial, et de leur domination au sein de l'État-nation. Persistance de personnes au sommet de l'État, au sein des cabinets ministériels, et persistance des structures de production, puisque les plus grandes compagnies japonaises avaient vite retrouvé leur position monopolistique au sein du marché japonais.

31 Ce parallèle leur faisait pointer les limites du procès de Tōkyō<sup>32</sup> :

*Loin de se conformer à son but original, la condamnation du fascisme par la démocratie, le procès est plutôt devenu le moyen pour le vainqueur impérialiste d'étaler sa puissance militaire. De plus, l'empereur et les zaibatsu se sont trouvés exclus des poursuites dès le début du procès, conformément aux projets politiques des Américains.*

- 32 Les auteurs mettaient ainsi clairement en avant la culpabilité qui sous-tendait l'œuvre, en étendant les accusations du procès de Tōkyō à l'ensemble de ce qu'ils appelaient « la classe dirigeante », incluant notamment parmi les responsables l'empereur et les *zaibatsu*. Ils voulaient ainsi dénoncer les limites d'un procès politique, instruit pour servir les intérêts des États-Unis après 1945<sup>33</sup>. L'*Histoire de Shōwa* étendait aussi cette culpabilité dans le temps, en pointant la persistance, au-delà de l'apparente rupture de la défaite en 1945, du système impérial dans l'État japonais d'après-guerre.
- 33 En étendant ainsi leurs analyses jusque dans le présent du lecteur de leur livre, les auteurs de l'*Histoire de Shōwa* soulignaient la légitimité démocratique de leur pratique historique, et le rôle politique qu'ils voulaient lui faire jouer.
- 34 L'ouvrage rédigé dans un style à vocation didactique connut un succès très important. Il devint rapidement une lecture de référence pour les étudiants de l'époque, et pour une grande partie de la gauche japonaise. Voici, pour s'en rendre compte, le commentaire d'un lecteur rapporté dans la revue *Tosho Shinbun*, quelques mois après sa publication<sup>34</sup>. L'auteur, Takeno.uchi Ichirō 竹之内一郎, se présente comme un enseignant de trente-sept ans à l'époque :
- J'ai ressenti à la lecture de ce livre un étonnement immense devant l'ampleur de mon ignorance concernant le cours de l'histoire récente. Pour résumer, on peut dire que nous n'avons pas vécu une histoire que nous avons écrite, mais une histoire qu'on a écrite pour nous.*
- 35 Le récit historique de l'*Histoire de Shōwa* ne représentait pas seulement pour ses lecteurs de l'époque un récit objectif et argumenté de la marche à la guerre, mais il leur révélait le sens véritable de leur propre histoire. Il leur fournissait une grille explicative capable d'inscrire le chaos de leur propre vécu dans un cadre lisible, et susceptible de guider le sens de leur action future. La réaction de Takeuchi Kōichi 竹内好一, étudiant de vingt et un ans à l'époque, présentée dans le même article, est tout aussi parlante :
- Depuis ma naissance, en l'an 9 de Shōwa (1934), le Japon s'est trouvé constamment impliqué dans des guerres. Tout au long de cette terrible période, il était impossible d'y échapper. Les dirigeants préparent toujours, par avidité, une nouvelle guerre pour accroître leurs bénéfices. Depuis l'agression de la Chine, il y a eu la guerre du Pacifique, puis la guerre de Corée, et aujourd'hui encore les ambitions des dirigeants sont liées à la guerre. J'ai enfin pu comprendre que c'est pour cette raison précise que nous avons vécu tous ces malheurs.*
- 36 L'exposé des responsabilités de guerre de ces « dirigeants », et de la continuité de leurs intérêts entre la période de la guerre et l'après-guerre, apparaissait comme une révélation pour une partie du lectorat de l'*Histoire de Shōwa*. On perçoit également à travers ces réactions la manière dont les Japonais se concevaient, conformément au récit historique agencé par les auteurs marxistes, comme victimes des manigances de la classe dirigeante, et de l'appareil d'État tout entier voué à ses intérêts propres.
- 37 L'*Histoire de Shōwa* présentait donc un exposé pédagogique de l'analyse par les historiens marxistes, héritiers du courant *Kōzaha*, des mécanismes qui avaient mené le Japon à la guerre entre 1931 et 1945. Son succès lui attira les critiques que certains intellectuels japonais pouvaient concevoir à l'égard d'un tel récit de l'histoire nationale.

## Déclenchement de la polémique, et présentation du débat

- 38 Présentons tout d'abord les principaux courants de pensée qui se sont opposés, à l'occasion du débat, avant de donner un aperçu de son déroulement.
- 39 Les premières critiques à l'encontre de l'*Histoire de Shōwa* furent le fait de ceux que nous désignerons ici de « littéraires », en rapport avec leur domaine d'expertise, et avec la vision de l'histoire qu'ils défendirent. Pour ces auteurs, les prétentions et le style scientifiques de cette histoire appauvrissaient les portraits qu'elle faisait des acteurs individuels, et limitait sa capacité à retranscrire certains aspects du contexte de l'époque. Contre les marxistes, qui faisaient reposer sur la classe dirigeante toute la responsabilité de la guerre, ces « littéraires » appelaient à une réévaluation de l'importance de « l'esprit »<sup>35</sup> de l'époque, de son contexte psychologique, et de son influence sur les décisions, parfois paradoxales, des dirigeants japonais d'alors. Le principal représentant de cette mouvance dans ce débat, fut le critique littéraire Kamei Katsuichirō 亀井勝一郎 (1907-1966), qui déclencha la polémique en publiant, en mars 1956, dans le mensuel littéraire *Bungei Shunjū* 文藝春秋, une longue critique de l'*Histoire de Shōwa*<sup>36</sup>. On trouvait notamment dans cet article une formule, souvent utilisée, pour résumer la critique des littéraires à l'encontre de l'histoire marxiste : « Il n'y a pas d'êtres humains dans cette histoire »<sup>37</sup>. Kamei avait eu, à bien des égards, le parcours typique d'un intellectuel des années trente<sup>38</sup> : d'abord marxiste, il fut arrêté à l'occasion de la répression anticommuniste organisée par le gouvernement le 15 mars 1928, et emprisonné durant deux ans. Après sa libération, il se rapprocha pour un temps du mouvement de la littérature prolétaire, avant d'opérer son *tenkō*<sup>39</sup>, c'est-à-dire sa conversion politique au soutien du régime militariste, dans la première moitié des années trente. Il devint alors une figure majeure du romantisme japonais, cofondant en 1935, avec Yasuda Yojurō 保田與重郎 (1910-1981), la revue *Nihon Romanha* 日本浪漫派 (*Romantisme japonais*). Kamei fut l'un des principaux participants du colloque bien connu des années de guerre portant sur le « dépassement de la modernité » (*kindai no chōkoku* 近代の超克), au cours duquel il fut l'un des plus fervents supporters de la guerre d'Asie et du Pacifique<sup>40</sup>. La carrière de Kamei connut ensuite une longue éclipse entre la fin de la guerre et cette année 1956. La critique qu'il formula à l'encontre de l'*Histoire de Shōwa*, et, à travers cet ouvrage, à toute l'historiographie marxiste, marquait sa résurrection dans le milieu intellectuel japonais.
- 40 L'autre représentant de ce courant dans le débat fut le critique littéraire et romancier Takeyama Michio 竹山道雄 (1903-1984)<sup>41</sup>. Takeyama publia en mai 1956, à peine deux mois après l'article polémique de Kamei, *Shōwa no Seishinshi* 昭和の精神史 (*Histoire de l'esprit de Shōwa*)<sup>42</sup>. Cet ouvrage reprenait, en la complétant, une série d'articles qu'il avait publiés entre août et décembre 1955 dans la revue littéraire *Kokoro*, mais qui gagna, après l'article de Kamei, un écho nouveau et vint naturellement s'inscrire dans son sillage comme un des éléments déclencheurs de la polémique.
- 41 Matsuda Michio 松田道雄 (1908-1998) joignit rapidement sa propre critique de l'*Histoire de Shōwa* à celle de Kamei<sup>43</sup>. Il convient cependant de souligner les particularités de sa position et de son discours. Contrairement aux « littéraires », Matsuda Michio était un marxiste, militant de la première génération, qui n'avait pas rejoint le camp du pouvoir impérial pendant la guerre. Il n'était pas un universitaire, mais un pédiatre, qui publiait sur des sujets très divers. Il tirait de cette position une

certaine indépendance vis-à-vis du champ universitaire, mais la portée de son discours au cours du débat s'en trouva aussi limitée. Matsuda soutint les critiques émises par Kamei à l'encontre des historiens marxistes spécialistes de l'histoire du temps présent. Il reprocha notamment au récit historique élaboré par les auteurs de *l'Histoire de Shōwa* de ne pas refléter la « douleur lancinante » ressentie par ceux qui avaient vécu les événements de l'époque Shōwa. Comme Kamei, Matsuda était un jeune adulte à l'époque du déclenchement de la guerre, et ressentait donc la tension entre leur expérience et le récit qui en était fait dans *l'Histoire de Shōwa*. Même s'il ne joua pas dans la polémique un rôle de premier plan (on la limite plus souvent aux positions respectives de Kamei et de Tōyama), il servit de charnière entre des critiques « littéraires », peu recevables *a priori*, et des auteurs marxistes sensibles au témoignage d'un militant aussi légitime que pouvait l'être Matsuda.

- 42 Une autre posture fut défendue par des intellectuels de gauche non marxistes, que nous qualifierons ici de « libéraux »<sup>44</sup>. La position de ces derniers se rattachait aux analyses du philosophe Maruyama Masao 丸山真男 (1914-1993), intellectuel majeur du Japon d'après-guerre, pour qui le développement du « fascisme » sur l'archipel portait les stigmates de l'imparfait développement du sujet politique au Japon. Pour ces intellectuels, l'enjeu de la modernité japonaise était avant tout celui de la modernisation de l'individu japonais, et ils concevaient la démocratisation du pays comme un nécessaire rattrapage de la modernité des démocraties occidentales. Cette position les poussa à défendre le plus souvent un avis médian dans le débat : à la fois la validité scientifique de l'histoire marxiste, et la légitimité des critiques de Kamei concernant les limites que le filtre politisé imposait aux analyses de *l'Histoire de Shōwa*. D'une certaine façon, Kamei leur fournissait un prétexte pour marquer une nouvelle fois la frontière qui les distinguait des marxistes. Le folkloriste Wakamori Tarō 和歌森太郎 (1915-1977) fut le principal acteur à défendre cette position<sup>45</sup>, mais on trouve à la périphérie du débat plusieurs intellectuels que leur point de vue rattachait à ce courant de pensée. C'est le cas de Shinohara Hajime 篠原一 (1925-), spécialiste de l'histoire du temps présent de l'Allemagne, qui souligna les limites de la perception du fait politique par les marxistes<sup>46</sup>, ou encore du philosophe Matsuzawa Hiroaki 松沢弘陽 (1930-), qui pointa du doigt les limites du modèle historique marxiste pour penser le problème complexe des responsabilités de guerre<sup>47</sup>.
- 43 Un dernier groupe d'intellectuels joua une part plus marginale mais essentielle dans la controverse. Ils ne constituaient pas un courant à proprement parler, ni ne cherchaient à prendre parti, ou même à adopter une position intermédiaire dans le débat. Commentant la polémique, ils eurent la particularité de chercher à la saisir de manière globale, ou plutôt y virent un moyen de pointer les bases de la conscience historique telle qu'elle se présentait dans le Japon des années cinquante. Ils utilisaient ainsi le débat pour mener une réflexion sur les présupposés de la pratique historique de leur temps, et dénoncer le lien ambigu existant entre l'histoire scientifique et le modèle de l'État-nation hérité de l'Occident, et développé au Japon depuis Meiji. Leur réflexion sur ce sujet n'eut pas à leur époque le retentissement des positions défendues par les principaux participants au débat, mais on peut penser qu'elle eut une influence importante sur les développements subséquents de la pratique et de la conscience historiques au Japon. On peut citer parmi les principaux intellectuels qui se trouvèrent dans cette position le philosophe Tsurumi Shunsuke 鶴見俊輔 (1922-), et l'historien médiéviste Uehara Senroku 上原専禄 (1899-1975).

- 44 Le débat sur l'*Histoire de Shōwa* se déroula principalement sur cinq années, de 1956 à 1960. Après la succession des critiques « littéraires » et de la critique de Matsuda, durant la première moitié de l'année 1956, Tōyama répondit longuement, dans le numéro de juin de la revue *Chūō Kōron* 中央公論<sup>48</sup>. Kamei développa alors son propos dans une série d'articles, publiés dans cette même revue, de juillet à octobre<sup>49</sup>. Il y approfondit sa réflexion sur la pratique des historiens japonais du temps présent et exposa, contre le modèle historique marxiste, sa propre analyse de la modernisation japonaise et de la marche à la guerre. Le débat rentra alors dans sa phase la plus active, entre la fin de 1956 et la première moitié de 1957. Les principaux participants rebondirent sur la longue tribune de Kamei pour préciser et développer leur propre conception de l'histoire du Japon. De nombreuses tables rondes furent organisées autour du thème, perçu comme central, de l'opposition entre une histoire scientifique, défendue par les marxistes, et le critère d'humanité en histoire, dont Kamei s'était fait l'avocat : ce fut notamment le cas d'un long débat dans le deux centième numéro de la revue académique d'histoire *Rekishigaku Kenkyū* 歴史学研究<sup>50</sup>. Le débat se poursuivit durant les années 1958 et 1959, au cours desquelles les interventions se concentrèrent sur des points précis de l'histoire de l'époque Shōwa<sup>51</sup>. Le débat idéologique des débuts laissa la place à des polémiques plus historiennes, et les principales positions développées durant la première partie du débat n'évoluèrent plus. Une nouvelle édition de l'*Histoire de Shōwa* parut en 1959, qui prenait en compte une partie des critiques adressées à la première édition de l'ouvrage<sup>52</sup>, sans toutefois changer la structure fondamentale de son récit historique. En réponse à cette nouvelle édition, quelques articles marquants furent encore publiés<sup>53</sup>. Ils tentaient le plus souvent de tirer un bilan de la polémique et de réévaluer la validité des critiques émises par Kamei à l'encontre de l'histoire marxiste. Le débat ne reprit cependant pas, et se tarit rapidement. De nouvelles problématiques occupaient désormais le devant de la scène intellectuelle japonaise<sup>54</sup>.
- 45 Tâchons maintenant de détailler les conceptions de l'histoire défendues par chacun des principaux courants qui ont pris part au débat. Pour cela, nous aborderons trois questions principales : quelle était la vision de l'histoire qu'ils défendaient, c'est-à-dire sur quelles bases considéraient-ils qu'un discours historique devait être élaboré ? Quel tableau des responsabilités de guerre dressaient-ils à partir de cette conception de l'histoire ? Quel était le rôle qu'ils attribuaient à la pratique de l'histoire et au récit historique national dans un Japon démocratique<sup>55</sup> ?
- 46 Reprenant la structure de l'analyse historique délivrée dans les années trente par les historiens marxistes de la *Kōzaha*, l'*Histoire de Shōwa* présentait une vision largement mécaniste de l'histoire, qui reposait sur le rôle central de la lutte des classes comme dynamique motrice, et sur le primat de l'infrastructure économique et sociale. Telles sont les bases sur lesquelles ses auteurs ont défendu au cours du débat le caractère scientifique et l'objectivité de leur pratique historique.
- 47 Comme on l'a évoqué plus haut, cette génération d'historiens marxistes avait cherché à revaloriser l'importance du politique face à l'infrastructure socio-économique. Tōyama lui-même avait souligné, dans un article de 1952, l'importance irréductible du contingent de l'expérience historique contre une vision mécaniste trop rigide<sup>56</sup>. Ces auteurs s'étaient par conséquent attachés à limiter le mécanisme de leur modèle au moment d'élaborer un récit historique.

48 Mais, malgré l'importance certaine laissée au politique dans *l'Histoire de Shōwa*, ses auteurs insistèrent avant tout sur l'aspect mécaniste de leur vision de l'histoire dans leur analyse du processus de marche à la guerre : c'est en effet au nom de la loi historique de la lutte des classes qu'ils insistèrent sur la confrontation entre classe dirigeante et classe dirigée, et leur analyse du système impérial s'élaborait sur la base d'une téléologie de la modernité conçue comme universelle. Ce décalage s'explique aisément : dans leur pratique scientifique, et donc dans le domaine académique, ils défendaient une vision de la méthodologie marxiste susceptible de défendre la spécificité de la pratique historique, et de valoriser l'importance de leur spécialité, l'histoire contemporaine et du temps présent. C'est en cela qu'ils cherchèrent à distinguer leur méthodologie de celle de leurs prédécesseurs de la *Kōzaha*, en insistant sur l'importance du politique et du contingent face au nécessaire de la structure socio-économique. Le récit historique de *l'Histoire de Shōwa* destiné comme on l'a déjà expliqué à un large lectorat visait à ancrer dans l'imaginaire du peuple japonais une vision de son histoire susceptible de constituer la base d'une conscience historique conçue comme démocratique. Il était par conséquent nécessaire aux yeux de ses auteurs qu'il fasse clairement apparaître le rôle central en histoire du mécanisme de la lutte des classes :

*Comme le montre l'histoire des sciences sociales, c'est le développement de l'équation histoire = lutte des classes qui permet seul d'approfondir la conscience scientifique [des masses populaires]<sup>57</sup>.*

49 Seule la conscience du mécanisme historique fondamental de la lutte des classes pouvait permettre au peuple japonais d'acquérir une subjectivité démocratique complète : elle définissait à leurs yeux la démocratie. À ce titre, *l'Histoire de Shōwa* était donc un vecteur de diffusion privilégié d'une vision scientifique de l'histoire auprès du plus grand nombre. Il s'agissait, pour reprendre les termes de Tōyama, d'une « histoire pour changer l'histoire » :

*La mouvance actuelle du milieu de l'histoire scientifique est l'expression du désir d'établir une histoire scientifique qui ne soit pas une simple analyse de l'histoire, mais qui soit capable de changer l'histoire.<sup>58</sup>*

50 Les « littéraires », eux, mirent en avant la place irréductible de l'échelon individuel contre les entités collectives manipulées par les historiens marxistes, et soutinrent l'importance du contexte psychologique, du fantasme, dans le déclenchement de la guerre. Pour Kamei, l'histoire était, comme la littérature, une « science de l'humain », et devait transmettre des portraits de ses acteurs, fidèles à leur condition d'êtres humains. Son rôle n'était pas de classer ces acteurs en héros ou en traîtres, comme l'histoire marxiste et l'histoire impériale le faisaient, mais de les présenter tous avec leurs ambiguïtés propres, et leurs paradoxes. La vision du champ historique défendue par Kamei était, on le voit, atomisée et, en traduisant l'esprit de l'époque, se vouait plus à raconter qu'à expliquer.

51 Il était nécessaire, pour Kamei comme pour Takeyama, de mettre en avant le contexte psychologique de l'époque, pour comprendre comment la ferveur militariste s'était diffusée, à l'époque du déclenchement de la guerre, à toutes les couches de la société japonaise. La simple théorie d'une manipulation des élites n'était pas satisfaisante à leurs yeux : « Ces morts [de la guerre] n'étaient-ils que des idiots manipulés par les harangues du pouvoir<sup>59</sup> ? »

- 52 Leur conception de l'histoire remettait donc en cause les principaux axes de l'analyse historique marxiste. Lorsque les marxistes insistaient sur l'imparfaite modernité de l'État japonais depuis Meiji comme source des limites de la démocratisation du Japon, les auteurs littéraires soulignaient que cette vision historique reposait sur une vision préconçue de la modernité. Takeyama parlait ainsi de « déduction par le haut », et d'une « confusion entre un système absolu de valeurs et un système historique de valeurs »<sup>60</sup>. Pour les auteurs littéraires, c'était au contraire l'expérience de la modernisation qui avait mené le Japon à la guerre. La modernisation rapide du Japon depuis Meiji, et les effets, parfois ravageurs, qu'elle avait pu avoir sur le quotidien des Japonais, étaient précisément à la source de ce que Kamei a appelé la « conscience de crise »<sup>61</sup>, laquelle imprégnait le Japon de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Cette angoisse de la modernité provoqua, aux yeux des littéraires, un émiettement de la société japonaise, chacun se réfugiant dans des allégeances de factions, qui expliquaient, d'une part, l'absence d'une opposition mobilisée contre le pouvoir des militaires et, d'autre part, le soutien de la guerre par la population japonaise, guerre perçue comme solution à la « crise » de la modernité.
- 53 De la même manière, les auteurs littéraires soulignaient les nombreux paradoxes du récit marxiste de l'histoire, articulé sur l'opposition fondamentale entre une classe dirigeante, coupable d'avoir imposé la guerre au reste du pays, et une classe populaire, aux aspirations démocratiques muselées par le biais du système impérial. Les littéraires rappelaient ainsi que la classe dirigeante, loin d'être aussi unie que les auteurs marxistes voulaient le faire croire, avait été divisée sur le sujet de la conduite de la guerre, et qu'on trouvait en son sein des opposants à celle-ci. À l'inverse, plusieurs partis prolétaires avaient soutenu la guerre. Les auteurs littéraires soulignaient à quel point cette division *a priori* entre des dirigeants impérialistes et une nation aux aspirations démocratiques semblait dicter les analyses politiques des auteurs marxistes, de manière parfois paradoxale. Par exemple, pour Inoue Shigeki, le succès du Parti social des masses (*Shakai taishūtō* 社会大衆党) aux élections générales de 1937 (avec 10 % des suffrages, et trente-sept députés élus) montrait l'attachement du peuple à la paix, et la diffusion de l'opposition à la guerre au sein de la population japonaise<sup>62</sup>. Pourtant, note Kamei, le Parti social-populaire (*Shakai minshūtō* 社会民衆党), dont ce parti était issu, avait déclaré, dès 1931, son soutien à la guerre, au nom de la défense des intérêts japonais en Mandchourie. Pour Kamei, ce vote reflétait surtout le caractère paradoxal du sentiment populaire de l'époque, qui voulait à la fois marquer son opposition au fascisme, et son soutien à la guerre en Chine. La lecture des marxistes simplifiait donc, sur la base de leur modèle historique, la complexité du vécu de l'époque, et ne reflétait que de manière partielle sa réalité<sup>63</sup>.
- 54 La conception de l'histoire des littéraires donnait une vision beaucoup plus diffuse, plus passive des responsabilités de guerre. Selon Kamei, « c'est la nature même de la guerre qui transforme inévitablement les êtres humains en bêtes sanguinaires »<sup>64</sup>. Le contexte de guerre, qui semblait conçu comme extérieur au réseau des causalités, et donc des responsabilités des acteurs, était le principal responsable des tragédies de la guerre. Les contradicteurs des « littéraires » ne tardèrent pas à faire justement remarquer que cette vision de l'histoire ne permettait tout simplement pas de dresser un véritable bilan des responsabilités de guerre. De ce point de vue, l'absence de remise en question personnelle de Kamei, malgré son passé nationaliste, resta problématique tout au long du débat : même s'il ne nia pas son passé, et son soutien au régime et à sa guerre, jamais

il ne fit son *mea culpa*. Il continua toujours à se dédouaner sur les circonstances et sur l'« esprit » qui imprégnait le début de l'ère Shōwa, où il mêla sa propre responsabilité à celle, plus globale, des intellectuels de l'époque. Au nom de la même conception passive, Takeyama Michio alla jusqu'à décharger Tōjō Hideki de ses responsabilités dans le déclenchement de la guerre, franchissant une limite que Kamei s'était bien gardé d'outrepasser :

*C'est l'évolution des circonstances qui a conduit, de manière inéluctable, à l'expansion progressive de la guerre. Les politiciens, généraux et diplomates, y compris Tōjō Hideki, ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour l'empêcher, mais ils n'ont rien pu faire contre celles-ci*<sup>65</sup>.

- 55 Cette position de Takeyama, qui invalidait les conclusions du procès de Tōkyō en innocentant le plus emblématique de ses condamnés, traduisait une orientation politique claire, et une démarche plus idéologique qu'historique<sup>66</sup>. Elle montrait aussi en quoi la conception de l'histoire défendue par les littéraires était suffisamment vague, au moment d'établir des relations de causalité au sein du récit historique, pour permettre la défense, sur des bases affectives, d'une vision clairement révisionniste de l'histoire.
- 56 Ces auteurs concevaient donc de manière négative, comme en creux, le nécessaire critère démocratique de la pratique historique. Pour Kamei, le lecteur d'une histoire était à la recherche « de rencontres fortuites avec des personnalités typiques de leur époque, afin d'y trouver les bases qui lui permettraient de forger sa propre ossature morale »<sup>67</sup>. Une histoire ne pouvait être démocratique que si elle préservait la liberté de ces « rencontres fortuites » (*kaikō* 邂逅) entre le lecteur et les individualités qui peuplaient le champ de l'histoire. C'était une histoire qui se défendait de livrer à son lecteur une mythologie héroïque nationale toute constituée, et donc un exposé des responsabilités de guerre trop contrasté. C'est en cela que Kamei rejetait, dos à dos, histoire marxiste et histoire impériale, raillant notamment la manière dont les héros des uns devenaient immanquablement les traîtres des autres. Cette conception de l'histoire répondait cependant à un critère fondamentalement esthétique de valorisation de la matière historique : c'est en effet la seule base valide, aux yeux de littéraires comme Kamei ou Takeyama, pour valoriser, au moment où chaque lecteur de l'histoire reconstruit sa vision du passé national, certains individus du passé (des « personnalités typiques ») plutôt que d'autres, aussi paradoxale qu'ait été leur trajectoire (voire précisément grâce à leur aspect paradoxal).
- 57 Matsuda, lui, partageait sa conception du savoir historique et de la scientificité de l'histoire avec les auteurs marxistes. Sa critique renvoyait en fait Tōyama et les auteurs marxistes au paradoxe intrinsèque de leur positionnement, et à la distance entre leur conception académique de la pratique historique et le récit élaboré pour le peuple dans l'*Histoire de Shōwa*, au nom de ce qu'ils concevaient comme un impératif démocratique. Si pour Matsuda, comme pour Kamei, le style de ce récit était mauvais, et si on n'y trouvait pas d'être humain, c'est parce que les auteurs avaient plaqué leur propre subjectivité, l'optimisme de leur vision historique et de leur foi en la téléologie démocratique de la lutte des classes, sur l'action des masses durant cette période. Les auteurs de l'*Histoire de Shōwa* faisaient le récit d'une époque tragique pour tous ceux qui l'avaient vécue, en plaquant sur la nécessité historique de la lutte des classes leur vision idéalisée d'une nation d'essence démocratique, tout en masquant cette implication derrière une objectivité historique de façade. Matsuda reconnaissait, lui aussi, l'importance des lois historiques du marxisme, mais il rappelait qu'elles ne pouvaient

pas être assimilées à une sorte de prédestination démocratique de la population, ou même du PCJ. Pour Matsuda, les auteurs de l'*Histoire de Shōwa* avaient eu le tort de faire porter leurs propres convictions, leurs idéaux concernant les aspirations démocratiques du peuple, à la loi pourtant sans cœur de la lutte des classes :

*Il est vrai que les historiens marxistes ont su mettre à jour une partie du corps de la déesse de l'histoire. Par exemple, l'analyse des relations entre infrastructure et superstructure est une chose que les historiens d'autrefois n'avaient pas su découvrir. Mais cela ne veut pas dire que les historiens marxistes sont les amants exclusifs de cette déesse. Elle est bien plus impitoyable qu'ils semblent le croire<sup>68</sup>.*

- 58 Matsuda rappelait que, dans le marxisme, le peuple ne pouvait jouer un rôle activement et consciemment démocratique qu'à la seule occasion d'une révolution. C'était donc à ses yeux une erreur fondamentale d'écrire une histoire de l'époque Shōwa sur la base d'une nature pleinement démocratique des masses populaires, et d'une sorte d'infaillibilité démocratique du PCJ :

*S'il est vrai qu'une fois la somme faite de tous les événements de l'histoire, le peuple est le véritable protagoniste de ce drame, cela ne veut pas dire qu'il domine les lois de l'histoire. Rien ne garantit que le peuple agira en toute occasion dans le sens prévu par ces lois. Il arrive que le peuple, dans sa recherche du progrès, empêche par ses actions le développement de la société<sup>69</sup>.*

- 59 Le récit historique tel qu'il était construit dans l'*Histoire de Shōwa* empêchait ses auteurs de comprendre les causes réelles de l'échec du Parti, et de retranscrire le caractère tragique, douloureux, de la montée du militarisme. C'est dans cette mesure que l'accusation de Kamei contre le dogmatisme idéologique du récit historique de l'*Histoire de Shōwa* était pertinente aux yeux d'un marxiste comme Matsuda.

- 60 Les auteurs « libéraux » partageaient l'exposé des responsabilités dressé par les marxistes, et reconnaissaient fondamentalement la validité scientifique de leur démarche historique. Mais pour eux, cet exposé ne pouvait constituer qu'une étape vers une remise en question plus profonde du problème de la responsabilité, et des causes véritables du déclenchement de la guerre : une strate historique, ou, pour reprendre les termes de l'historien Shinohara Hajime<sup>70</sup>, une « profondeur », restait à l'écart du champ d'investigation des auteurs marxistes. Pour ces « libéraux », la faiblesse de l'opposition au régime impérial ne pouvait être entièrement imputée à l'oppression des élites et au « système impérial » stigmatisé par les marxistes. Shinohara soulignait l'absence, dans l'exposé des auteurs de l'*Histoire de Shōwa*, d'une analyse des médias expliquant concrètement comment la classe dominante avait pu pousser la nation à adhérer à son projet criminel<sup>71</sup>. Pour le folkloriste Wakamori Tarō, les analyses livrées par les « littéraires », malgré leurs limites sur le plan scientifique, avaient eu le mérite d'inviter à chercher des causes plus profondes de l'échec de l'opposition au projet militariste, en rappelant l'importance du contexte psychologique qui baignait le Japon à l'époque de la guerre :

*Comme l'a dit [M. Takeyama], (...) on ne peut qu'être frappé par l'état d'émiettement remarquable de la société japonaise de l'époque, dans tous les domaines, et à tous les étages. Il est par conséquent nécessaire aujourd'hui de chercher à comprendre le pourquoi de cet émiettement<sup>72</sup>.*

- 61 Pour les « libéraux » comme Wakamori, l'échec de l'opposition au militarisme n'était qu'un des reflets de ce phénomène plus profond d'émiettement de la société japonaise, cause première de la faiblesse des corps constitués susceptibles de s'opposer aux militaires. Et pour eux, l'origine de cet émiettement résidait précisément dans l'incomplète modernité du sujet japonais, et dans son incapacité à se libérer des

structures de pouvoir héritées pour se mobiliser au sein d'une organisation politique de large échelle contre la montée au pouvoir des militaristes, ou contre l'autorité morale de l'empereur :

*Au final, la faiblesse de l'affirmation de l'individu au Japon a laissé les Japonais démunis face au développement spectaculaire d'une société capitaliste. Ainsi privés de toute confiance en eux, ils ont compensé ce malaise par des alliances claniques, ce qui a entraîné une multiplication des luttes de factions<sup>73</sup>.*

- 62 Comme on l'a déjà noté, les libéraux ont défendu une position médiane entre les positions littéraires et marxistes, et c'est aussi vrai de leur conception du rôle de l'histoire en démocratie. Ils partageaient avec les historiens marxistes l'idée que le récit historique devait forger chez les Japonais un sens historique critique. Il devait conditionner chez le peuple une attitude de réception vis-à-vis de l'histoire. Wakamori Tarō divisait par exemple les lecteurs d'histoire en trois catégories : les lecteurs « progressistes » (*shinpoha* 進歩派), qui jugeaient l'histoire sur des critères de scientificité ; les lecteurs qui, comme Kamei, cherchaient à y trouver des enseignements plus généraux sur la condition humaine (*jïnseiha* 人生派) et pour qui c'était le style littéraire du récit historique qui primait ; et enfin ceux qui lisaient l'histoire pour se divertir (*gorakuha* 娯楽派), et pour qui l'intrigue de l'histoire primait. Il considérait de fait que le développement de l'histoire marxiste avait permis de susciter chez les jeunes générations une lecture historique de type « progressiste », et d'aiguiser le sens critique du lectorat japonais. Ce progrès, cette modernisation, était à mettre au crédit de la scientificité de l'histoire marxiste. Pour Wakamori, les requêtes littéraires vis-à-vis de l'histoire étaient donc condamnées à perdre du terrain avec le développement de ce sens critique chez les nouvelles générations (et donc avec l'avènement d'un sujet japonais pleinement moderne). Elles n'en étaient pas moins partiellement recevables, aux yeux des intellectuels libéraux, par leur remise en question du récit historique marxiste sur la base du rôle de l'expérience et de l'action individuelles.

## Au centre de la conscience historique d'après-guerre, un débat avorté ?

- 63 Le débat sur l'histoire de Shōwa fut donc le premier théâtre d'une confrontation des différentes conceptions de l'histoire la plus récente du Japon, à une période charnière de son histoire, et à une distance cruciale de la période historique en cause durant le débat. Quels furent concrètement les fruits de ce débat ? Comment la controverse elle-même a-t-elle été conçue par les contemporains ? Quels pans de l'histoire du Japon l'*Histoire de Shōwa* a-t-elle permis de mettre à jour, ou a-t-elle contribué à masquer ?
- 64 Dans une large mesure, les littéraires comme les marxistes opposèrent une fin de non-recevoir aux arguments de leurs contradicteurs. On peut avancer deux raisons à cela. Tout d'abord, les deux visions de l'histoire qu'ils défendaient étaient diamétralement opposées, au point qu'il paraissait difficile pour les participants de trouver une base commune pour entamer le débat. Quand les historiens marxistes insistaient, comme Tōyama Shigeki, sur l'importance des entités collectives en histoire (« Le principal devoir de l'histoire scientifique (...) est de rechercher, au-delà des différences [de parcours individuels entre les membres d'une même classe], ce qui rapproche ces individus, et de décrire par ce biais la nature et le développement des contradictions du

système impérial »<sup>74</sup>), Kamei défendait la place irréductible de l'individu et de son expérience propre. Et quand les marxistes insistaient sur le rôle central, en histoire, du mécanisme de la lutte des classes, les littéraires mettaient en avant le caractère mouvant, paradoxal et contingent du drame de l'histoire nationale. On peut, de ce point de vue, parler de distance « métahistorique » entre leurs deux positions, pour reprendre le terme de l'historien américain Hayden White<sup>75</sup>. Cette distance est illustrée par la réaction de l'historien marxiste Inoue Kiyoshi à la lecture du récit historique de l'ère Shōwa élaboré par le littéraire Takeyama Michio :

*Ce n'est pas seulement que M. Takeyama et moi pensons et raisonnons de manière différente : notre perception même des choses n'a rien en commun. Par conséquent, il me paraît même impossible de trouver un terrain pour engager le débat*<sup>76</sup>.

- 65 Historiens marxistes et littéraires concevaient la place et la nature nécessaire de l'histoire dans la démocratie naissante au Japon de manière radicalement opposée, et pour eux inconciliable. Pour les marxistes, le récit historique devait servir à ancrer une véritable conscience démocratique dans la plus large partie possible de la population japonaise, et cela justifiait qu'on insiste avant tout, dans la reconstitution historique de l'ère Shōwa, sur la responsabilité des couches dominantes de la société dans le déclenchement de la guerre. Il était pour eux nécessaire d'exposer aux yeux des Japonais la nature historique antidémocratique du système impérial. Il fallait leur montrer comment le mécanisme de la lutte des classes avait dirigé leur histoire et comment il continuerait de le faire tant qu'ils ne prendraient pas conscience de sa véritable nature pour s'en rendre maître. Pour les littéraires, au contraire, un récit historique devait préserver la liberté de conscience du lecteur, mais aussi de tous les acteurs de l'histoire ainsi reconstituée, avec l'épaisseur paradoxale de leur parcours qui seule pouvait permettre de les représenter dans toute leur humanité, plutôt que de les inclure *a priori* dans une culpabilité de classe, forcément réductrice. Pour les marxistes, cette vision conduisait inévitablement à la relativisation de la portée des crimes de guerre imputables selon eux à la classe dominante. Elle ne pouvait donc être recevable, comme l'illustre à nouveau ce commentaire d'Inoue sur Takeyama :

*La sensibilité même qui lui permet d'excuser les méfaits de l'armée japonaise sous prétexte qu'ils n'atteignaient pas le degré d'horreur des crimes commis par les nazis, me fait penser que lui et moi vivons sur deux planètes complètement différentes*<sup>77</sup>.

- 66 La distance réelle entre les conceptions littéraires et marxistes de l'histoire n'empêchait pas la conciliation, mais les menaces qu'elles pouvaient faire peser, aux yeux de leurs détracteurs, sur la démocratie au Japon ont conduit chacun des partis à camper sur ses positions, et à fonder sur cette distance les bases légitimes de leurs conceptions réciproques de l'histoire.
- 67 Les « libéraux » avaient proposé au cours du débat une vision médiane du rôle de l'histoire au Japon, mais elle ne servit pas de base à une conciliation entre les positions marxistes et littéraires. Ils furent par conséquent les premiers à sanctionner « l'échec » de la polémique. Le philosophe Maruyama Masao, qui était alors la principale figure de ce mouvement de pensée, utilisa le débat sur l'histoire de Shōwa pour illustrer les limites de la modernité du monde intellectuel japonais. Dans *Nihon no Shisō* (La pensée japonaise), il présenta l'incapacité des intervenants du débat à communiquer, au-delà des différences de leur conception de l'histoire, comme symptomatique de la compartimentation du monde intellectuel japonais, incapable selon lui de mener à terme un tel débat<sup>78</sup>. Cette fragmentation répondait à la tendance à l'émiettement de la société japonaise pointée par Wakamori Tarō comme cause principale de la guerre. Aux

yeux des « libéraux », l'« échec » du débat constituait un nouveau reflet de l'insuffisante modernité du sujet japonais.

- 68 Mais tous les observateurs du débat n'en tirèrent pas un bilan aussi négatif. Au lendemain de la parution de *l'Histoire de Shōwa*, mais avant le déclenchement du débat, le philosophe Tsurumi Shunsuke avait appelé à une réévaluation « problématique » et « historique » de la question des responsabilités de guerre. Pour lui en effet, ce problème majeur de l'histoire du Japon du temps présent avait été pensé, durant les dix premières années de l'après-guerre, d'une manière trop fortement influencée par le bilan qu'en avait dressé le procès de Tōkyō<sup>79</sup>. Quatre ans après cet article, et alors que le débat touchait à sa fin, Tsurumi se réjouissait de la confrontation publique des différentes conceptions des responsabilités de guerre :

*Ces dernières années ont vu Takeyama Michio, Kamei Katsuichirō, Tōyama Shigeki, Inoue Kiyoshi, Nezu Masashi et Matsuda Michio exprimer publiquement les différences entre leurs conceptions des responsabilités de guerre. C'est une amélioration fondamentale dans le traitement de ce problème, si on compare à la coloration exclusivement américaine qu'il avait à la sortie de la guerre*<sup>80</sup>.

- 69 Le débat avait permis la confrontation de différents modes d'historicisation de la marche à la guerre, et, dans une moindre mesure, des expériences personnelles et positionnements politiques qui les sous-tendaient. Il avait par conséquent été le lieu d'une première remise en question de la manière d'aborder, de façon publique, ce problème fondamental. Pour Tsurumi, la confrontation des visions littéraires et marxistes avait permis d'ouvrir entre eux un espace nouveau et fécond pour reconsidérer de manière plus complexe ce problème central de l'histoire récente du pays.
- 70 Concrètement, quelles furent les nouvelles formes de responsabilité que le débat sur *l'Histoire de Shōwa* permit de mettre en lumière ? L'élargissement de la conception même des responsabilités de guerre en histoire poussa les historiens marxistes à questionner la responsabilité d'acteurs de la société japonaise qui paraissaient jusqu'alors hors de cause, au premier rang desquels le Parti communiste japonais. Il les conduisit également à se pencher sur des mécanismes du déclenchement de la guerre qu'ils avaient jusqu'alors négligés dans leurs analyses.
- 71 Comme le souligna Tsurumi Shunsuke, les responsabilités japonaises avaient été, durant les dix premières années de l'après-guerre, considérées avant tout du point de vue des responsabilités du déclenchement et de la conduite de la guerre. La confrontation des conceptions de l'histoire nationale pendant le débat sur *l'Histoire de Shōwa* permit d'étendre cette problématique à d'autres aspects de l'histoire du Japon en période de guerre. Cette évolution est notamment visible avec la remise en question du rôle et de la responsabilité du Parti communiste japonais durant la période de la guerre. La question qui se posa alors fut de savoir quelle avait été sa part de responsabilité dans les tragédies qui avaient accompagné le durcissement du pouvoir militariste pendant l'avant-guerre, et en quoi ses propres erreurs stratégiques avaient pu être une des causes de l'échec de l'opposition au déclenchement de la guerre.
- 72 Kamei avait critiqué la coloration idéologique de *l'Histoire de Shōwa*, notamment à cause de la manière dont ses auteurs imputaient entièrement l'échec de la résistance communiste à l'oppression du régime, semblant exclure *a priori* la possibilité d'une erreur dans la stratégie du parti. Mais c'est surtout le témoignage de Matsuda Michio qui permit de remettre en question la vision héroïque que donnait *L'Histoire de Shōwa* de

l'action du PCJ dans les années vingt et trente. Matsuda soulignait le paradoxe intrinsèque de cette vision historique, notamment parce qu'à ses yeux, Tōyama, Fujiwara et Imai avaient fait de la nation un acteur consciemment et pleinement révolutionnaire, et du PCJ le représentant infaillible de ses intérêts. Matsuda rappela notamment que l'opposition frontale du PCJ au système impérial, dans les années 1928-1930, l'avait détourné de la lutte pour constituer un front pacifiste capable de lutter, dans les limites des circonstances historiques de l'époque, contre la montée du militarisme, et que son jusqu'au-boutisme avait condamné ses militants à subir de plein fouet la répression du pouvoir. En réponse à cette critique, Tōyama souligna que le PCJ avait reconnu à l'occasion du sixième congrès général de 1955 qu'il n'avait pas « mené à bien sa mission d'avant-garde, que ce soit avant, ou après la guerre ». Il fallait donc pour les historiens « le critiquer depuis une position qui est celle d'une nécessaire avant-garde », seule « position qui garantit l'objectivité dans la recherche en histoire du temps présent »<sup>81</sup>. Par cette position, Tōyama cherchait à distinguer, pour la préserver, la scientificité du marxisme comme outil historique (ce qui revenait pour Tōyama à conserver une narration dans son récit historique fondée sur la lutte des classes, mais qui allait aussi de pair avec sa pertinence politique), du soutien militant au PCJ qui devait rester un objet de la critique historique. Il faut rappeler que cette réévaluation du rôle historique du PCJ se déroulait dans un contexte historique beaucoup moins favorable pour le communisme japonais, entre l'échec du mouvement de résistance armée à l'occupant américain de la première moitié des années cinquante, et la remise en question par le parti de sa ligne politique à l'occasion du congrès de 1955, la déstalinisation, et les événements de Hongrie fin 1956. Cependant, si cette ligne de défense adoptée par Tōyama lui permettait de prendre une posture critique vis-à-vis des erreurs stratégiques ou politiques du PCJ, elle montrait aussi qu'il continuait d'assimiler l'objectivité même de sa pratique historique au postulat de l'imparfaite modernité de l'État japonais, et qu'il persistait à la définir sur la base d'une téléologie de la modernité définie très précisément sur des bases politiques établies par les thèses de 1927 et 1932 du Komintern et les analyses contemporaines de la *Kōzaha*<sup>82</sup>.

73 On comprend donc que la *mea culpa* de Tōyama n'était pas suffisant pour Matsuda qui visait, au-delà de l'héroïsation du PCJ, la distorsion que le compte-rendu historique de l'*Histoire de Shōwa* opérait en centrant son récit sur une opposition de principe entre la nation et les élites. Car la position qui selon Tōyama « garantissait l'objectivité dans la recherche en histoire du temps présent » était précisément celle que visait Matsuda, à la suite de Kamei, dans sa critique. Elle relevait encore d'un système de valeurs imposé par l'historien à une matière historique qui lui était étrangère. Il n'en reste pas moins que le positionnement des auteurs de l'*Histoire de Shōwa* à l'égard du Parti communiste était devenu nettement plus critique dans la nouvelle édition de 1959. Ils y soulignaient les erreurs stratégiques du PCJ, aussi bien à la charnière des années trente que dans l'après-guerre. Ils pointaient notamment du doigt les divisions internes qui minaient le parti, ou le « dirigisme sectaire venu d'en haut »<sup>83</sup> qu'il avait tenté d'imprimer aux organisations syndicales après-guerre, et qui poussa celles-ci à s'en éloigner. Malgré cela, Tōyama reconnaissait encore, presque vingt ans plus tard, la pertinence de la critique de Matsuda<sup>84</sup>. Il avouait n'avoir toujours pas trouvé de réponse satisfaisante, d'un point de vue méthodologique, au problème de la tension entre la douleur de l'histoire vécue et l'impératif d'objectivité de la pratique historienne en histoire du temps présent<sup>85</sup>.

- 74 Par ailleurs, la confrontation de ces différentes visions de l'histoire récente du Japon, et les différentes interprétations de la marche à la guerre qui en ont découlé, eurent pour effet d'ouvrir de nouveaux objets d'investigations aux historiens. On a vu comment, pour plusieurs de ses critiques, la vision développée dans la première édition de *l'Histoire de Shōwa* ne rendait pas compte de manière satisfaisante des moyens par lesquels la classe dirigeante avait « poussé » le peuple à soutenir sa guerre. À ce sujet, comme au sujet du traitement réservé au PCJ, on peut penser que la critique de Kamei, et surtout le commentaire de l'historien Shinohara Hajime, eurent une réelle influence sur les auteurs. Dans la nouvelle édition de *l'Histoire de Shōwa*, Tōyama, Fujiwara et Imai adjoignirent à leurs analyses un examen du rôle des médias<sup>86</sup>. Ce développement, resté embryonnaire, ne changeait pas l'optique fondamentale des auteurs, pour lesquels la nation restait essentiellement une victime de la guerre. Mais l'élargissement de leur réflexion au rôle des médias leur permit de donner une vision historique plus exhaustive des mécanismes d'oppression du système impérial. En pointant les leviers par lesquels la classe dirigeante avait pu convaincre le peuple d'adhérer à son projet « criminel », ces auteurs affaiblissaient la didactique de l'histoire qui formait la colonne vertébrale de leur récit historique, pour renforcer sa valeur scientifique.
- 75 Les conceptions littéraires et marxistes de l'histoire récente du pays, et ceux qui les défendaient, partageaient toutefois, derrière leur opposition *a priori* totale, certains angles morts, révélateurs de la conscience historique dominante dans le Japon de la deuxième moitié des années cinquante. Il peut être légitime de se demander si les uns et les autres ne se sont pas, à travers leur confrontation dans ce débat, et malgré leur opposition apparente du point de vue du spectre politique, confortés dans leurs oublis mutuels, en confirmant une vision « victimiste » de la population japonaise dans la guerre, et surtout en enfermant les conceptions de l'histoire dans un cadre japonais devenu aussi évident qu'impossible à briser.
- 76 On a souligné la manière dont le débat sur *l'Histoire de Shōwa* avait été le théâtre d'une redéfinition, à une échelle plus large, de la problématique des responsabilités de guerre, et de leur analyse historique. Malgré tout, une tendance importante se maintint tout au long du débat : le déni du rôle actif joué par le peuple japonais dans le déclenchement et le soutien à la guerre. On a vu comment les auteurs de *l'Histoire de Shōwa* avaient opéré une division absolue entre une classe dirigeante coupable et un peuple japonais victime de leurs manigances. La culpabilité soulignée par les auteurs marxistes était celle du déclenchement de la guerre et de sa poursuite effrénée, à une échelle toujours plus large : on restait, comme l'a souligné Tsurumi Shunsuke, en droite ligne du crime contre la paix qui constituait l'accusation principale lors du procès de Tōkyō. De ce point de vue, la critique « littéraire » de Kamei pointait vers une responsabilité élargie, en soulignant les limites d'une vision du peuple comme victime absolue d'une manipulation de la classe dirigeante dans son soutien à la guerre. Mais lui aussi présenta la population japonaise comme une victime, puisqu'il recouvrit le problème de la responsabilité de guerre par celui de la guerre elle-même en tant qu'expérience traumatique, dont les Japonais devenaient par conséquent tous victimes, dirigeants compris. Takeyama Michio suivit le même raisonnement pour donner sa conception conservatrice des « irresponsabilités » de guerre.
- 77 La grille de lecture historique mise en avant par Kamei ne lui permettait pas d'initier une analyse historique du rôle actif de la « population » japonaise dans le déclenchement de la guerre. Comme on l'a vu, la vision de Kamei et des littéraires

tendait en effet à isoler la guerre comme un phénomène extérieur au drame du récit historique, à dissoudre le mécanisme de son déclenchement et de son élargissement derrière la « conscience de crise » qui s'était diffusée à tous les échelons de la société japonaise, hors de portée d'un réseau de causalités dans lequel les acteurs individuels auraient été pleinement parties prenantes.

- 78 Il faut plutôt chercher parmi les commentateurs « libéraux » du débat pour voir se dessiner les cadres d'une réflexion historique sur la responsabilité active du peuple japonais dans la guerre. Ces intellectuels furent en effet les plus vigilants face aux conceptions de l'histoire récente qui pourraient dédouaner l'individu japonais d'une prise de conscience de ses responsabilités individuelles, étape nécessaire de la modernisation du sujet politique.
- 79 Ainsi, Shinohara Hajime, au fait des plus récentes recherches menées en Europe et aux États-Unis sur les fascismes allemands et italiens, critiqua le modèle de l'histoire marxiste en soulignant les limites de sa conception du politique. Il insista plus précisément sur l'importance du « processus politique » (*seijiteki katei* 政治的過程) dans le mécanisme de prise de décision d'un gouvernement<sup>87</sup>.
- 80 Pour lui, les auteurs de *l'Histoire de Shōwa* développaient une vision duale et simpliste de la prise de décision politique : leur analyse historique semblait placer de manière univoque la décision politique du côté des classes dirigeantes, reléguant les populations dirigées dans une position de réception quasiment passive au regard de cette politique, ou réduisant sa marge d'action à une simple capacité d'opposition, sous la tutelle du PCJ.
- 81 Pour Shinohara, le « processus politique » était un cycle dynamique dans lequel s'insérait la prise de décision politique : il s'agissait plus précisément d'un processus d'ajustement des décisions politiques prises par les dirigeants en fonction de leur réception par les populations gouvernées, dans lequel il était nécessaire de prendre en compte la masse des groupes de pression qui influençaient ces décisions politiques et leur gestation dans la poursuite de leurs intérêts propres. Dans une telle vision, le peuple (Shinohara parle des « profondeurs de la société » *shakai no fukami* 社会の深み) jouait plus qu'un simple rôle de marionnette manipulée par la classe dirigeante. La manière même dont celui-ci recevait les décisions politiques des dirigeants jouait un rôle actif d'ajustement des décisions politiques venues d'en haut. Ces « profondeurs de la société » étaient également le lieu de formation d'une multitude de groupes de pression qui interagissaient avec le cycle de formation de la décision politique. La grille d'analyse opposée par Shinohara au modèle marxiste (ou plutôt proposée par lui pour la compléter) fournissait donc un outil d'analyse susceptible d'analyser le rôle actif de la population dans la poursuite de la guerre et dans le processus politique du régime militariste.
- 82 L'autre commentateur du débat qui souligna cette limite de la vision historique partagée par les principaux participants du débat fut le philosophe du politique Matsuzawa Hiroaki, disciple de Maruyama Masao. Dans sa critique de la nouvelle édition de *l'Histoire de Shōwa* en 1959<sup>88</sup>, Matsuzawa souligna les efforts des auteurs pour affiner leur analyse de l'histoire récente du Japon. Il salua notamment l'analyse nouvelle du rôle des médias, notamment dans la diffusion des conceptions politiques de la classe dirigeante au sein des masses. Cependant, Matsuzawa regrettait le maintien de la séparation absolue qu'opérait déjà la première édition de l'ouvrage entre élite coupable et peuple victime. Pour Matsuzawa, cette vision avait deux implications

majeures, néfastes à ses yeux. La première, c'était que la population était cantonnée dans l'*Histoire de Shōwa* à un rôle fondamentalement passif. Elle n'était jamais montrée comme un acteur positif de sa propre histoire : le rôle que certaines de ses composantes avait pu jouer dans la poursuite de la guerre et la surenchère de la conquête japonaise restaient totalement occultés. Le deuxième point négatif était la vision restreinte de la culpabilité qui y était développée. Comment les auteurs de l'*Histoire de Shōwa* pouvaient-ils déplorer l'ampleur des destructions et massacres entraînés par l'invasion japonaise en Chine, et soutenir dans le même temps que le peuple japonais était une victime de la guerre ? Il était nécessaire pour Matsuzawa de procéder à un exposé plus large des responsabilités du déclenchement de la guerre, mais aussi des crimes de guerre, et de réinscrire au centre de cette description historique la participation active du peuple japonais. À ses yeux, le discours de l'*Histoire de Shōwa* était, certes, une analyse précieuse des responsabilités de la classe dirigeante, mais risquait de déresponsabiliser la masse du peuple japonais en la confortant dans son statut de pure victime de la guerre.

Ce sillon de la recherche historique, ouvert en marge de la controverse, resta longtemps stérile. La vision du peuple japonais comme victime, défendue aussi bien par les historiens marxistes que par les littéraires, restait la plus influente à la fin du débat. Comme le note l'historien Ōkado Masakatsu 大門正克 (1953-), les historiens de la décennie suivante continuèrent d'occulter dans une large mesure l'analyse du soutien actif de la population japonaise dans leur mise en forme historique de la guerre<sup>89</sup>. Des trois principales histoires de la guerre rédigées dans les années soixante : *Hateshinaki sensen* 果てしなき戦線 (Un front sans fin), édité par Imai Seiichi et Hashikawa Bunzō<sup>90</sup>, *Taiheiyō sensō* 太平洋戦争 (La guerre du Pacifique) de Ienaga Saburō<sup>91</sup>, et *Nihon kindai shi* 日本近代史 (Histoire du Japon moderne) de Nishioka Toranosuke et Kano Masanao<sup>92</sup>, seule la dernière aurait commencé à aborder véritablement cette dimension du problème.

- 83 Il faut surtout souligner le cadre essentiellement national dans lequel s'inscrit la polémique<sup>93</sup>. Tous les intervenants du débat conditionnèrent le problème de la rédaction d'une histoire nationale à la question première d'une élucidation historique de la japonité. Pour les marxistes, le *kokumin* 国民 (la nation, le peuple national), ou le *minzoku* 民族 (l'ethnie, la nation dans son acceptation culturelle), sujets de leur récit historique, désignaient la masse populaire japonaise dominée par les élites : ce sujet présentait d'emblée un caractère national fondamental, qui tranchait avec les cadres universels de la méthode historique marxiste. On peut penser que l'introduction d'un tel sujet était pour ces auteurs une concession nécessaire face à l'assouplissement des lois historiques marxistes introduit par la revalorisation du politique dans son rapport avec l'infrastructure économique<sup>94</sup>. La réintroduction du politique comme plus-value spécifiquement historique à la production de ces universitaires visait à donner à l'expérience historique japonaise un sens propre et spécifique, et surtout à justifier la contingence apparente de l'expérience historique face à la nécessité intrinsèque de la téléologie marxiste<sup>95</sup>. La réification du sujet national fut, pour les historiens marxistes, un moyen de redonner un sens positif à l'engagement politique des masses populaires, pour leur rendre visible leur marge de manœuvre politique au sein du contexte spécifique des forces économiques et sociales du Japon d'après-guerre. Une histoire nationale proprement démocratique devait leur transmettre la capacité de déchiffrer le politique national au filtre de l'historicité propre de l'archipel. Ce discours historique devait ainsi permettre aux masses de réinvestir leur propre expérience historique de

peuple japonais en un modèle concret et efficace d'engagement démocratique, transparent à leur propre regard. En dynamisant l'interface entre l'économique et le politique selon un contexte spécifiquement japonais (mais sur la base d'un discours normatif eurocentré), le projet d'écriture de l'histoire marxiste de l'immédiat après-guerre visait à mettre en lumière les conditions et les possibilités d'engagement politique de ces masses nationales dominées, au sein même de leur insurmontable contextualité nationale.

- 84 Cette démarche conduisit à une nationalisation profonde du sujet historique dans la narration des historiens marxistes. Pour certains d'entre eux, cette nationalisation passait par la recherche d'une subjectivité historique ancestrale propre aux masses populaires japonaises, quasi mythologique, illustrée par le « Mouvement pour une histoire scientifique nationale » (*kokuminteki rekishigaku undō* 国民的歴史学運動), d'Ishimoda Shō<sup>96</sup>. Pour d'autres, comme les auteurs de l'*Histoire de Shōwa*, cela se fit par le simple décalage consistant à « japoniser », par le biais du sujet national *kokumin*, les masses dominées par l'élite au nom de la loi d'airain de la lutte des classes. Cette lutte se trouvait ainsi transformée en un combat pour la libération d'une japonité véritable contre une élite « hybride », qui avait repris à son compte les valeurs impériales des Européens, puis des Américains. Cette perspective se fondait sur un parallèle avec les luttes de libération des peuples colonisés de la même époque. La revalorisation du politique dans leur analyse de la lutte des classes transforma le projet historique marxiste en une recherche à travers l'histoire d'une « tradition démocratique » du peuple japonais, susceptible de légitimer la lutte pour la démocratie dans le Japon de l'immédiat après-guerre<sup>97</sup>. Elle excluait par conséquent toute l'hybridité intrinsèque à l'expérience historique japonaise, et reléguait au-delà des frontières de cette expérience et de son historicité propre la dynamique historique d'ensemble de l'Asie, ainsi que le réseau intriqué des expériences partagées par tout l'Est asiatique durant la période d'expansion coloniale japonaise, jusque dans la réorganisation de cette région du monde dans les premières années de l'après-guerre.
- 85 On peut penser que la critique de Kamei remettait en cause ce discours historique. En mettant en avant les idées reçues des Japonais envers les Chinois comme un des éléments importants de la dynamique de la guerre, il contribuait en effet à rappeler à quel point les expériences historiques de toutes les parties de l'Asie orientales étaient liées, et à rappeler par conséquent les limites irréductibles du sujet collectif national dans un tel contexte<sup>98</sup>. De même, le rôle central qu'il accordait à l'individu, et au lien personnel que celui-ci doit forger librement avec l'histoire de son pays au travers de ses « rencontres fortuites », semblait en contradiction parfaite avec la position des historiens marxistes. Le rejet du retard de modernité comme cadre premier de l'analyse historique des marxistes ou des libéraux (c'est-à-dire d'une « japonité » de l'expérience historique japonaise définie comme retard de modernité) qui se trouvait au centre de leur critique semblait aussi s'opposer à cet enfermement national du rapport à l'histoire. Il faut cependant souligner deux éléments essentiels du discours de Kamei, qui allaient en fait dans le même sens que les historiens dont il critiquait le propos. Tout d'abord, Kamei élargissait, certes, les frontières de l'expérience historique japonaise en introduisant l'objet chinois et sa perception comme élément moteur de l'histoire japonaise. Mais on peut déjà constater qu'en établissant ce dialogue Chine-Japon, il reléguait à l'arrière-plan les hybridités plus problématiques du récit historique japonais, et notamment les réalités de la Corée et d'Okinawa<sup>99</sup>. Chine et Japon avaient,

d'une certaine manière, des historicités suffisamment distinctes *a priori* pour être confrontées sans risquer de remettre en question chacune de leurs identités propres. Surtout, le deuxième élément fondamental de la vision de l'histoire défendue par Kamei, c'est que si celle-ci se réclamait de l'être humain, de l'individu, et définissait donc la pratique de l'histoire comme une recherche à travers les âges d'un invariant de l'humanité, c'était par le biais d'une subjectivité intrinsèque fondamentale. Le sujet individuel défendu par Kamei, c'était l'être humain *en tant que Japonais*. Comme l'a souligné le philosophe Sakai Naoki 酒井直樹 dans sa critique du débat publiée en 1999<sup>100</sup>, cette équation parfaite et immédiate entre humanité et japonité s'inscrivait au cœur même du propos de Kamei, et rejetait naturellement dans une non humanité les sujets non japonais qui pouvaient traverser cette histoire. Sakai y a vu une marque très nette du fascisme de Kamei, et a soutenu qu'un tel discours n'aurait certainement pas pu être tenu dans l'Europe d'après-guerre. Il n'en reste pas moins que Kamei plaçait la négation de la dignité du sujet chinois comme un des crimes historiques principaux de l'avant-guerre. Et même si son propos restait empreint de son nationalisme passé, et présentait des traces certaines du culte romantique de l'esthétique d'essence japonaise (notamment dans la manière dont il semblait amalgamer les victimes de la guerre à une attitude de sacrifice héroïque au nom de l'empereur<sup>101</sup>), sa critique, dont on a déjà pointé les limites en tant que vision historique en soi, ne se limitait pas à cela. Si ça avait été le cas, jamais son argumentaire n'aurait pu être repris et défendu par un marxiste, certes non orthodoxe, comme Matsuda Michio. Néanmoins, la valorisation esthétique sur laquelle Kamei fondait sa vision de l'histoire comme une science de l'humain relevait fondamentalement d'une esthétique d'essence japonaise. Et lorsqu'il faisait de l'historien le nécessaire porte-parole de la « voix des morts », assimilés avant tout à ceux qui avaient délibérément donné leur vie pour l'empereur, il établissait un lien insécable entre la rédaction de l'histoire et une mémoire romancée, insurmontablement japonaise de la guerre.

- 86 La position « libérale » n'échappait pas à cette ligne de force qui sous-tendait le débat. En mettant l'accent sur le manque de modernité du sujet politique japonais, c'est-à-dire sa nature historique, les libéraux ont le plus souvent contribué à cette dynamique de « japonisation » du récit historique national et de son lecteur, défini par un retard de modernité intrinsèque par rapport au modèle du sujet politique occidental.
- 87 L'historien de l'Occident Uehara Senroku, dont les positions dans le débat ont été récemment mises en lumière par l'historienne chinoise Sun Ge<sup>102</sup> (née en 1955), fut le principal intellectuel de l'époque à percevoir cette limite du débat. Médiéviste, Uehara avait joué un rôle important dans la réévaluation du concept de *minzoku* et du politique en histoire, et exercé une influence déterminante sur Ishimoda Shō et son Mouvement pour une histoire scientifique nationale. Il critiqua la naïveté de l'opposition entre une vision littéraire et une vision scientifique de l'histoire. Uehara estimait qu'il fallait avant tout rappeler les limites de ce qu'il est légitime de demander à l'histoire. Pour lui, c'était le désir inconsidéré d'une histoire d'essence démocratique, et comme pouvoir de démocratisation, qui faisait problème. Dans le cadre d'un entretien de 1957 avec Katō Shūichi 加藤周一 au sujet des problématiques historiques soulevées par le débat, Uehara fut interrogé sur ce qu'un Japon démocratique pouvait apprendre de son histoire, sur les leçons qu'il pouvait espérer en tirer pour son avenir. Voici sa réponse :

*La science historique peut remonter dans le passé pour analyser les formes actuelles de ces désirs. Mais je pense qu'il lui est difficile de les transmettre. (...) Peut-être que l'histoire est*

capable, dans une certaine mesure, d'établir ou d'estimer la possibilité que ces désirs se réalisent. Ce n'est pas à l'histoire de les légitimer<sup>103</sup>.

- 88 Pour Uehara, la science historique elle-même, telle qu'elle avait été importée au Japon depuis l'Europe, était un objet historique. Il était donc nécessaire de la réinscrire dans son historicité propre (Uehara parlait d'« historicisation », *rekishika* 歴史化, de la pratique historique), de la redéfinir en tant que processus, notamment dans les rapports entre sa méthodologie, les outils et problématiques qu'elle véhiculait, et l'historicité propre des États-nations de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle qui l'avaient vu naître. Ce n'est que par cette réduction critique de son ambition qu'on pourrait ramener l'histoire à l'humilité propre de sa pratique. Uehara fut le seul intervenant de l'époque du débat à mettre en question la « désirabilité » de l'histoire nationale, c'est-à-dire le lien émotionnel qu'on lui demandait nécessairement d'établir entre son récit et son lecteur, et par conséquent à distinguer le lien qui existait entre une telle conception de l'histoire et le modèle de l'État-nation importé depuis l'Europe.
- 89 Malgré tout, la dynamique d'ensemble qui se dégageait du débat travaillait dans un même sens, et restait symptomatique de l'écriture historique dans cette deuxième moitié des années cinquante : la position de Kamei comme celle des marxistes visaient à réinscrire la possibilité d'une histoire nationale dans une subjectivité japonaise insurmontable, aussi essentielle qu'évidente. Le travail de l'historien était à leurs yeux de décrypter la matière historique pour la rendre aussi intelligible et aussi japonaise, c'est-à-dire aussi fidèle à son irréductible contexte national, que ne l'était le lecteur supposé de ce récit. Cette nationalisation de la matière historique était indissociable du rôle démocratique que tous les participants du débat cherchaient à confier au récit historique national, car c'était elle qui encadrait le rapport, dans leur conception de l'histoire, entre la japonité du sujet historique japonais et du lecteur de cette histoire, et une modernité contre ou par laquelle la démocratie pourrait advenir au Japon. Dans ce cadre, les sens différents que ces intellectuels pouvaient faire porter au concept de démocratie s'effaçaient devant la convergence des systèmes de valorisation historique que celle-ci impliquait pour toutes les parties. Toutes ces conceptions de l'histoire liaient en effet rédaction d'une histoire nationale et démocratisation du pays, en plaçant au centre de tout récit historique national l'élucidation d'une japonité, définie fondamentalement par son rapport à une modernité centrée sur l'Occident, et disqualifiant là encore toute l'hybridité qui traversait l'histoire japonaise récente.
- 90 Signe concret de cette tendance : le passage qui, dans la première édition de *l'Histoire de Shōwa*, faisait mention des politiques d'assimilation menées à l'encontre des Coréens colonisés<sup>104</sup>, disparut dans la nouvelle édition de 1959. Il fallut du temps pour réinscrire l'hybridité asiatique de l'expérience coloniale et postcoloniale japonaise, dans toute son épaisseur, au sein de la narration historique nationale<sup>105</sup>.

## En conclusion

- 91 Le débat sur *l'Histoire de Shōwa* constitua donc, entre 1955 et 1960, une étape importante dans l'évolution de la perception que les historiens et la société du Japon d'après-guerre avaient de leur passé proche. Cet épisode historiographique permet d'appréhender l'imaginaire historique du Japon à cette période cruciale que constitua la deuxième moitié des années cinquante, alors que le Parti libéral-démocrate, conservateur, s'installait durablement au pouvoir, et que les effets de la croissance

économique commençaient leur profonde transformation de la société japonaise. Le débat fut avant tout l'occasion pour les intellectuels japonais de confronter publiquement leurs conceptions de l'histoire récente et des responsabilités de guerre. Cela constituait une évolution certaine du traitement de ces problématiques par rapport à la décennie 1945-1955, dominée par le verdict du procès de Tōkyō, et sa première remise en question par les historiens marxistes. Le rôle du débat sur l'*Histoire de Shōwa* dans cet élargissement de la réflexion du Japon sur son passé proche à l'orée des années soixante paraît indéniable. Il a permis de faire rentrer de nouvelles problématiques dans le champ d'investigation des historiens, et a été le théâtre d'une réévaluation du rôle de certains acteurs historiques.

- 92 Le débat sur l'*Histoire de Shōwa* a pris fin sans avoir réellement abouti. Le retour de la prospérité économique au Japon a entraîné une relative stabilisation des affrontements politiques, et avec elle, une cristallisation des conceptions de l'histoire nationale sur les bases inachevées du débat. Celles-ci ont perduré en se déployant le plus souvent dans des espaces différents de la société, et soutenues chacune par des forces sociales et politiques différentes. La vision des historiens de l'école marxiste resta prédominante dans les universités japonaises jusqu'aux années soixante-dix, alors que la vision « littéraire » défendue par Kamei et Takeyama fut réutilisée par les conservateurs, la littérature et dramaturgie historique, mais aussi par une partie des historiens de gauche, soucieux d'élargir le cadre de réflexion proposée par l'histoire marxiste la plus orthodoxe<sup>106</sup>. Ces deux conceptions de l'histoire nationale ont ainsi continué de pérenniser leur opposition apparemment insurmontable, et la configuration de l'imaginaire historique japonais qui formait leur socle commun.
- 93 Car on perçoit derrière les positions *a priori* radicalement opposées des différents participants, les limites de l'imaginaire historique qu'ils partageaient malgré tout avec toute la classe politique japonaise qui se reconnaissait dans leurs positions respectives. Les termes mêmes du débat, et les présupposés qui le traversaient tout entier, semblent avoir accompagné la sortie de l'histoire officielle de certaines problématiques. La victimisation du peuple japonais, soulignée aussi bien par l'histoire marxiste que par la vision historique des littéraires, se trouva ainsi doublement confortée. Surtout, l'ensemble des participants au débat donna une place centrale dans la rédaction d'une histoire nationale à l'élucidation de la japonité, définie par son articulation à une modernité centrée sur l'Occident. En configurant de cette manière le problème de l'histoire nationale au Japon, au nom de sa démocratisation, l'ensemble des courants du débat plaçait le national à la fois comme un donné de la matière historique, et comme le principal étalon de valeur de la recherche historique nationale au sein d'un après-guerre conçu comme une époque de rattrapage du Japon sur l'Occident en terme de démocratie et de modernité<sup>107</sup>. On comprend ainsi comment le passé colonial japonais, et l'hybridité de l'expérience historique japonaise qu'il représentait, se trouva tenu hors des considérations d'une grande partie du monde intellectuel japonais pendant plusieurs années, réduit au rang de symptôme de la mauvaise conscience historique de leur propre japonité par les Japonais de l'époque.
- 94 Il faut cependant évoquer les différentes dynamiques historiennes parallèles qui contribuèrent, dès la fin des années 1960 et surtout à partir des années 1970, à briser ce *statu quo* sur la victimisation du peuple japonais, et sur l'éclipse de la question coloniale derrière le problème de l'élucidation historique de la japonité.

- 95 En premier lieu, il faut souligner l'importance du travail des historiens japonais qui cherchèrent à faire la lumière sur l'étendue des crimes de guerre perpétrés par l'armée japonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale. Parmi les travaux les plus marquants, on peut évoquer ceux de l'historien Hora Tomio 洞富雄 (1906-2000) sur le massacre de Nankin<sup>108</sup>. Dans un autre registre, on peut évoquer le procès intenté au milieu des années soixante par l'historien Ienaga Saburō à l'État japonais, pour briser le silence imposé depuis 1955 par les critères de validation des manuels scolaires sur les crimes commis par l'armée japonaise : ce procès a été soutenu par toutes les associations historiennes japonaises<sup>109</sup>. Par leur travail d'inventaire des crimes de guerre de l'armée japonaise, et par leur combat pour assurer la visibilité de ce pan de l'histoire nationale, ces historiens contribuèrent à placer la responsabilité du Japon à l'encontre du reste de l'Asie au centre du problème de la responsabilité de guerre japonaise, plutôt que celle, dominante encore à l'époque du débat, de la classe dirigeante à l'encontre de la population japonaise.
- 96 Mais c'est surtout la montée des revendications mémorielles de la part des pays voisins, Chine et Corée en tête, au moment même où le Japon triomphait économiquement au tout début des années quatre-vingt, qui annonce la nouvelle configuration pour l'écriture et l'enseignement de l'histoire nationale au Japon. Ce sont elles qui firent définitivement céder le consensus historien qui s'était installé, derrière l'opposition apparente des positions, à l'occasion du débat sur *l'Histoire de Shōwa*. Ces revendications ouvrirent ainsi une nouvelle période de crise pour l'imaginaire historique japonais, d'autant plus grave qu'elle remettait en question la base même sur laquelle s'était stabilisée la configuration de la conscience historique dans le Japon du second après-guerre. En effet, le problème n'était pas tant que ces revendications mémorielles renvoyaient la population japonaise à un passé criminel sur lequel les historiens japonais travaillaient à faire la lumière depuis déjà plus d'une décennie, que le fait qu'elles rendaient caduc le système de valorisation historique de la démocratie japonaise d'après-guerre, sur la base du face-à-face de la japonité avec la modernité occidentale.

---

## NOTES

1. Oguma Eiji 小熊英二, *Minshu to aikoku - sengo nihon no nashonarizumu to kōkyōsei* 民主と愛国 – 戦後日本のナショナリズムと公共性 (Démocratie et patriotisme – Nationalisme et solidarité dans le Japon d'après-guerre), Shin.yōsha 新曜社, Tōkyō, 2002, 966 p., p. 11-12.

2. Le terme fut utilisé par le spécialiste en sciences politiques Masumi Junnosuke 升味準之輔 (1926-2010) dans l'article « 1955 nen no seijitaisei » 1955年の政治体制 (Le Système politique de 1955), *Shisō* 思想 (La Pensée), juin 1964, Tōkyō.

3. Le *Jiyūminshutō* 自由民主党, issu de la fusion des deux principaux partis conservateurs du pays.

4. Le parti démocrate (*Minshutō* 民主党) – un des deux partis conservateurs dont la fusion a conduit à la création du PLD – a publié, en août 1955, une brochure qui critiquait l'orientation politique des manuels scolaires d'histoire de l'époque : *Ureubeki kyōkasho no mondai* うれうべき教

科書の問題 (Des manuels scolaires qui soulèvent l'inquiétude), Minshutō, Tōkyō, 1955, 52 p. Au sujet de l'enseignement de l'histoire au Japon, voir Arnaud Nanta, « Le débat sur l'enseignement de l'histoire au Japon », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Paris, n° 88, octobre-décembre 2007, p. 13-19.

5. Cela se fit, notamment, par le durcissement, en 1955, des critères de validation des nouveaux manuels scolaires et l'interdiction des références aux crimes de guerre de l'armée japonaise durant le précédent conflit mondial. Voir à ce sujet l'autobiographie de l'historien Ienaga Saburō 家永三郎 (1913-2002), qui a mené la lutte contre ces critères de validation : Ienaga Saburō, *Ichirekishigakusha no ayumi* 一歴史学者の歩み (Le Cheminement d'un historien), Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō, 2003, p. 215-239.

6. Tōyama Shigeki, Fujiwara Akira et Imai Seiichi, *Shōwashi* 昭和史 (Histoire de Shōwa), Iwanami shoten, Tōkyō, 1955, 238 p. Ouvrage revu et augmenté en 1959.

7. L'historien Narita Ryūichi 成田龍一 (1951-) a souligné l'actualité de certaines des problématiques mises en avant par le débat, concernant, notamment, les limites de l'histoire marxiste japonaise. Les philosophes Sakai Naoki 酒井直樹 (1946-) et Takahashi Tetsuya 高橋哲哉 (1956-) ont pointé, quant à eux, les cadres de pensée nationalistes partagés par les principaux protagonistes du débat. Narita Ryūichi, *Rekishigaku no sutairu - shigakushi to sono shūhen* 歴史学のスタイル - 史学史とその周辺 (Le style de l'histoire - Autour de l'historiographie), Azekura Shobō 校倉書房, Tōkyō, 2001, 410 p., p. 37-42 ; Sakai Naoki, « Nihonshi to kokuminteki sekinin » 日本史と国民的責任 (Histoire japonaise et responsabilité nationale), dans *Nashonaru hisutori o manabisuteru* ナショナル・ヒストリーを学び捨てる, Tōkyō daigaku shuppankai 東京大学出版会, Tōkyō, 2006, 225 p., p. 161-190 ; Takahashi Tetsuya, *Rekishi/Shūseishugi* 歴史/修正主義 (Histoire/Révisionnisme), Iwanami shoten, 2001, 121 p., p. 51-54.

8. Voir Nagahara Keiji 永原慶二, *Nijū seiki nihon no rekishigaku* 二十世紀日本の歴史学, Yoshikawa Kōbunkan 吉川弘文館, Tōkyō, 2003, p. 169-173. Spécialiste de l'historiographie japonaise, Nagahara avait, à l'époque, participé au débat pour défendre l'historiographie marxiste. Il semble cependant cantonner les problématiques soulevées par le débat à une remise en question du discours marxiste et de son exposé des responsabilités de guerre. Il ne lui donne pas la même importance que Narita Ryūichi, qui y voit un des épisodes principaux de la mise en place de la conscience historique dans le Japon d'après-guerre. Parmi les principales contributions récentes sur le débat, voir Ōkado Masakatsu 大門正克, *Shōwashi ronsō o tou - rekishi o jojutsu suru koto no kanōsei* 昭和史論争を問う - 歴史を叙述することの可能性 (Le débat sur l'Histoire de Shōwa en question - De la possibilité de retranscrire le passé), *Nihon keizai hyōronsha* 日本経済評論者, Tōkyō, 2006, 363 p., et Sun Ge 孫歌, « Shōwashi ronsō ni okeru hitotsu no sokumen » 昭和史論争における一つの側面 (Un aspect du débat sur l'Histoire de Shōwa), in *Rekishi no kōsaten ni tatte* 歴史の交差点に立って (À la Croisée des chemins de l'histoire), *Nihon keizai hyōronsha*, 2008, 309 p., p. 211-238.

9. Au sujet de la politique américaine d'occupation, et de la manière dont l'armée américaine a choisi de s'appuyer sur les élites politiques existantes pour imposer la démocratie dans le pays, voir John Dower, *Embracing Defeat, Japan in the Wake of World War II*, W. W. Norton & Company, New York, 1999, 678 p.

10. Amemiya Shōichi 雨宮正一, *Senryō to kaikaku* 占領と改革 (Occupation et réforme), coll. « Nihon Gendaishi » 日本現代史, vol. 7, Iwanami shoten, Tōkyō, 2008, p. 42.

11. Ministère de l'Éducation japonais, *Kuni no ayumi* くこのあゆみ (La marche du pays), 2 vol., *Nihon shoseki* 日本書籍, Tōkyō, 1946, 45 et 53 p.

12. Inoue Kiyoshi, *Kuni no ayumi hihan* くこのあゆみ批判 (Critique de Kuni no ayumi), Kaihōsha 解放社, Tōkyō, 1947, 345 p. L'historien Ienaga Saburō, qui faisait partie des auteurs de *Kuni no ayumi*, reconnaissait que les critiques d'Inoue lui avaient fait prendre conscience des limites de sa vision de l'histoire japonaise. Voir Ienaga Saburō, *op. cit.*, p. 152-156.

13. Votée pour contrer les partis prolétariens, cette législation faisait suite à la Loi sur l'ordre public et la police, instaurée en 1900 pour lutter contre les premiers mouvements ouvriers, et à l'Ordonnance impériale sur le maintien de l'ordre de 1894.

14. Parmi les figures emblématiques de ce PCJ renaissant, on peut citer Tokuda Kyūichi 徳田球一 (1894-1953), emprisonné le 26 février 1928 et libéré le 10 octobre 1945. Il devint, en décembre de la même année, le premier secrétaire général du PCJ d'après-guerre.

15. Cette légitimité était notamment reflétée par les critiques des historiens marxistes à l'encontre de l'historiographie « positiviste » (*jisshōshugi* 実証主義) d'inspiration allemande, jusque-là dominante dans le milieu universitaire, qui s'était avérée incapable de s'opposer à la montée du militarisme et à l'instrumentalisation de l'histoire par le régime. De ce fait, l'historien Ishimoda Shō 石母田正 (1912-1986) pouvait, au lendemain de la guerre, qualifier ce courant en ces termes : « Cette histoire objective fit preuve d'une absence honteuse de principes, et l'absence de personnalité, qui constituait sa défense, n'était ni plus ni moins que de la servilité » ; Ishimoda Shō, « Seijishi no kadai » 政治史の課題 (Questions d'histoire politique), dans la revue *Rekishu hyōron* 歴史評論 (Histoire critique), juin 1946, p. 6-17, ici p. 7.

16. Cette position a été théorisée principalement par l'économiste Noro Eitarō 野呂栄太郎 (1900-1934), dans son analyse de l'évolution du capitalisme japonais *Nihon shihonshugi hattatsushi* 日本資本主義発達史 (Histoire du développement du capitalisme japonais), Tettō shoin 鉄塔書院, Tōkyō, 1930, 339 p. Noro y soutenait notamment que l'appareil d'État japonais, qu'il qualifiait de « système impérial absolutiste » (*zettaishugi tennōsei* 絶対主義天皇制), restait fondé, depuis la restauration de Meiji, sur le pouvoir d'une classe de propriétaires terriens, et gardait par conséquent une nature semi féodale, malgré l'introduction rapide du système de production capitaliste. Voir Nagahara Keiji, *Nijū seiki nihon...*, *op. cit.*, p. 91.

17. Hani Gorō 羽仁五郎, Hirano Yoshitarō 平野義太郎, Yamada Moritarō 山田盛太郎 et al., *Nihon shihonshugi hattatsushi kōza*, Iwanami shoten, 7 vol., Tōkyō, 1932-1933.

18. Parmi les principaux participants au débat, on peut évoquer, outre Noro Eitarō, qui meurt sous les coups de la police en 1934, soupçonné d'espionnage, l'historien Hani Gorō (1901-1983). Pour le courant *Rōnōha*, on peut notamment évoquer Yamakawa Hitoshi 山川均 (1880-1953), qui fut l'un des fondateurs du premier Parti communiste japonais en 1922.

19. C'est la théorie de la « révolution bourgeoise incomplète » (*futettei na burujoa kakumei* 不徹底なブルジョア革命), de Hani Gorō, forgée sur la base des analyses de Noro. Voir Nagahara Keiji, *Nijū seiki nihon no rekishigaku*, *op. cit.*, p. 97.

20. Voir, par exemple, Ishimoda Shō, « Seijishi no kadai », *op. cit.* Médiéviste, Ishimoda fut un des représentants les plus éminents de l'école marxiste dans les premières années de l'après-guerre. Son ouvrage *Chūseiteki sekai no keisei* 中世的世界の形成 (La Formation du monde médiéval, Itō shoten 伊藤書店, Tōkyō, 1946, 304 p.) illustre cette orientation, puisqu'il décrivait l'échec des guerriers de la province d'Iga à s'affranchir de l'autorité ancestrale des moines du Tōdaiji, alors même que l'ordre socio-économique féodal s'imposait dans le pays.

21. Tōyama Shigeki, « Rekishi ni okeru gūzensei ni tsuite » 歴史における偶然性について (Sur la Contingence en histoire), *Shisō*, février 1952, p. 109-117.

22. Nous traduirons effectivement le terme de *gendaishi* par « histoire du temps présent », qui reflète au plus près le concept japonais, et la fluidité de la période dont la discipline a pu traiter. En effet, si le terme *gendaishi* désigne aujourd'hui plutôt les histoires traitant de la période ouverte par la défaite de 1945, elle s'appliquait à l'époque considérée dans cet article aux études historiques sur l'entre-deux guerres, commençant au début de la période Shōwa, voire à la période Taishō. Le terme *kindaishi* 近代史, qui désigne l'histoire qui traite la période ouverte par la restauration de Meiji, mais que dès l'immédiat après-guerre certains historiens étendaient jusqu'à la fin de la guerre, sera lui traduit par « histoire contemporaine ».

23. Tōyama Shigeki estime que les sources dévoilées alors « sont devenues la base de l'histoire du temps présent » ; Tōyama Shigeki, « Gendaishi kenkyū no ayumi » 現代史研究のあゆみ (L'évolution de la recherche en histoire du temps présent), *Tosho* 図書, décembre 1955, p. 14-15.
24. Hani Gorō, *Meiji ishin* 明治維新 (La Restauration de Meiji), Tōkyō, Iwanami shoten, 1946, 177 p.
25. Inoue Kiyoshi, Suzuki Masashi, *Nihon kindaiishi* 日本近代史 (Histoire contemporaine du Japon), Gōdō shuppan 合同出版, Tōkyō, 1955-1956, 2 vol.
26. *Shōwashi*, 1955, *op. cit.*, p. ii.
27. « Nihon fashizumu no tokushoku » 日本ファシズムの特色 (Les Particularités du fascisme japonais), *Shōwashi (shinpan)* 昭和史〔新版〕 (Histoire de Shōwa, nouvelle édition), Tōkyō, Iwanami shoten, 1959, p. 128.
28. On peut notamment évoquer la répression du 15 mars 1928, organisée par le gouvernement de Tanaka Giichi (20 avril 1927-2 juillet 1929), suite à la percée des partis prolétariens aux élections de février 1928. Près de mille six cents personnes soupçonnées d'être proches du communisme furent emprisonnées au nom de la Loi de sécurité publique de 1925. Une autre rafle eut lieu, le 16 avril 1929 et les persécutions continuèrent tout au long de la période de guerre.
29. *Shōwashi*, *op. cit.*, p. 218.
30. *Shōwashi*, 1955, *op. cit.*, p. ii.
31. « Gunji kichika to san furanshisuko jōyaku » 軍事基地化とサンフランシスコ条約 (Le Japon transformé en base militaire et les accords de San Francisco), *Shōwashi*, *op. cit.*, p. 232-233.
32. *Ibid*, p. 225-226.
33. Pour un aperçu des problématiques actuelles autour de la question, lire Bernard Thomann, « Le procès de Tōkyō et la mémoire nationale – Le retour du débat sur la guerre de 1937-1945 », <http://www.laviedesidees.fr/Le-proces-de-Tokyo-et-la-memoire.html>, consulté le 14 décembre 2007.
34. Rapporté dans Odagiri Hideo 小田切秀雄, « Watashitachi mo ikitekita - Shōwashi ni yoseru koe » 私達も生きてきた - 『昭和史』によせる声 (Nous aussi, nous l'avons vécu - témoignages concernant l'Histoire de Shōwa), *Tosho Shinbun* 図書新聞, 10 décembre 1955.
35. *Seishin* 精神, terme à prendre ici comme la traduction du *Zeitgeist* hégélien.
36. Kamei Katsuichirō, « Gendaishi e no gimon - rekishika ni « sōgōteki » nōryoku o yōkyū suru koto wa hateshite muri darō ka ? » 現代史への疑問 - 歴史家に「総合的」能力を要求することは果てして無理だろうか (Doutes concernant l'histoire du temps présent - Est ce trop demander aux historiens que d'exiger qu'ils se montrent un peu plus « synthétiques » ?), *Bungei Shunjū* 文藝春秋, mars 1956, p. 58-68.
37. *Ibid*, p. 63.
38. Tel que défini notamment par Hashikawa Bunzō 橋川文三 (1922-1983) dans *Nihon Romanha hihan josetsu* 日本浪漫派批判序説 (Introduction critique au romantisme japonais), Miraisha 未来社, Tōkyō, 1960, 261 p. Dans cet ouvrage, Hashikawa analysait le romantisme japonais des années trente et quarante, en rappelant la place centrale qu'y occupait l'interprétation « révolutionnaire » de l'invasion japonaise de la Chine, ainsi que la filiation qui existait entre ce courant et l'engouement marxiste qui l'avait précédé.
39. Suite à la répression croissante du communisme, nombre de militants ont, dans les années trente, renié ce mouvement politique pour clamer leur soutien au souverain et à la politique militariste. Ce sont ces conversions politiques que l'on nomme « *tenkō* » 転向. En 1933, l'« abjuration » du communisme par Sano Manabu 佐野学 (1892-1953) et Nabeyama Sadachika 鍋山貞親 (1901-1979), membres de la direction du PCJ alors emprisonnés, a entraîné un grand nombre de « conversions » au sein du parti. Sur ce sujet, voir Chūshichi Tsuzuki, *The Pursuit of Power in Modern Japan, 1825-1995*, Oxford University Press, Oxford, 2000, 568 p., p. 261-262.
40. Il avait notamment déclaré « La paix est plus terrifiante que la guerre », « Mieux vaut une guerre souveraine qu'une paix d'esclave ! », ou « Le poison de la civilisation se cache souvent

derrière le masque de la paix ». Voir Kamei Katsuichirō, « Gendai seishin ni kansuru oboegaki » 現代精神に関する覚書 (Note concernant l'esprit du temps présent), dans Takeuchi Yoshimi et al., *Kindai no chōkoku* 近代の超克 (Le dépassement de la modernité), Fuzanbō 富山房, Tōkyō, 1979, 341 p., p. 4-17. Comme Kamei l'a expliqué à l'occasion du débat, le dépassement de la modernité constituait pour lui un retour à la pureté japonaise, au-delà d'une modernité conçue comme invasive, d'essence occidentale et extrinsèque à l'Asie. Cf. Kamei Katsuichirō, « Nihon kindai no higeki » 日本近代化の悲劇 (La Tragédie de la modernisation du Japon), dans *Gendaishi no kadai* 現代史の課題 (Questions d'histoire du temps présent), Iwanami shoten, Tōkyō, 2005, 228 p., p. 80-82 (première édition Chūō Kōronsha 中央公論社, Tōkyō, 1957).

41. Son roman le plus célèbre fut *Biruma no tategoto* ビルマの豎琴, prépublié dans la revue *Akatombō* 赤とんぼ entre 1947 et 1948, et porté à l'écran à deux reprises par Ichikawa Kon 市川崑, en 1956 et en 1985. Il y racontait l'histoire du musicien et soldat de première classe japonais Mizushima 水島 qui, suite aux violents combats de l'armée japonaise en Birmanie pendant la seconde guerre mondiale, se fit moine et décida de rester sur place pour veiller au repos des âmes de ses compatriotes tombés au combat. On retrouvait déjà la thématique de la « voix des morts » évoquée par Kamei dans sa critique ; *Biruma no tategoto* ビルマの豎琴, Shinchōsha 新潮社, Tōkyō, 1949, 233 p.

42. Takeyama Michio, *Shōwa no seishinshi* 昭和の精神史 (Histoire de l'esprit de Shōwa), Kōdansha 講談社, Tōkyō, 1985, 362 p.

43. Matsuda Michio, « Shōwa o tsuranuku tōtsū o – Shōwashi o megutte rekishika e no chūmon » 昭和をつらぬく疼痛を – 『昭和史』をめぐって歴史家への注文 (La douleur lancinante qui traverse l'époque Shōwa – Un avertissement aux historiens, concernant l'Histoire de Shōwa), dans le quotidien *Nihon dokusho shinbun* 日本読書新聞, 26 mars 1956.

44. Nous optons pour cette dénomination, car le trait principal qui permet de les rassembler est leur conviction que la formation d'une démocratie reposait sur la libre détermination de l'individu et la formation d'un sujet politique pleinement moderne au Japon. Cette appellation nous semble préférable à celle, plus péjorative, de « moderniste » (*kindaishugisha* 近代主義者), utilisée par les marxistes pour disqualifier la propension de ces intellectuels à idéaliser la modernité des démocraties occidentales qui leur servait de modèle.

45. Wakamori Tarō, « Rekishi no mikata to jinsei – gendaishi no hyōka o megutte » 歴史の見方と人生 – 現代史の評価をめぐって (Vision de l'histoire et vie humaine – De la valeur de l'histoire du temps présent), *Chūō Kōron* 中央公論, juin 1956, p. 41-51.

46. Shinohara Hajime, « Gendaishi no fukasa to omosa – ichiōshū gendaishi kenkyūsha no tachiba kara » 現代史の深さと重さ – 欧州現代史研究者の立場から (Le poids et la profondeur de l'histoire du temps présent – Le point de vue d'un historien du temps présent spécialiste de l'Europe), *Sekai* 世界, décembre 1956, p. 143-158.

47. Matsuzawa Hiroaki, « Shohyō Shōwashi shinpan » 書評昭和史新版 (Critique de la nouvelle édition de l'Histoire de Shōwa), *Shisō*, n° 424, octobre 1959, p. 107-113.

48. Tōyama Shigeki, « Gendaishi kenkyū no mondaiten – Shōwashi no hihan ni kanren shite » 現代史研究の問題点 – 昭和史の批判に関連して (Le problème de la recherche en histoire du temps présent – Au sujet des critiques sur l'Histoire de Shōwa), *Chūō Kōron*, juin 1956, p. 52-61.

49. L'ensemble des articles écrits par Kamei lors du débat furent par la suite publiés sous le titre de *Gendaishi no kadai*, *op. cit.*

50. Ara Masahito 荒正人, Ienaga Saburō, Uehara Senroku, Eguchi Bokurō 江口朴郎, Kinoshita Junji 木下順二, Tōyama Shigeki, Noma Hiroshi 野間宏, Matsumoto Shinpachirō 松本新八郎, Matsushima Eiichi 松島栄一, Kanazawa Makoto 金沢誠, « Rekishi to ningen – toku ni gendaishi no mondai o chūshin ni » 歴史と人間 – ときに現代史の問題を中心に (Histoire et être humain – Autour du problème de l'histoire du temps présent), *Rekishigaku Kenkyū* 歴史学研究 (La Recherche historique), octobre 1956, p. 17-40. Un autre débat important autour de la polémique fut celui mené par Nakaya Ken-ichi 中屋健一, Itō Sei 伊藤整, Kuwabara Takeo 桑原武夫, Eguchi

Bokurō, Katō Shūichi 加藤周一, Inoue Mitsusada 井上光貞, « Gendaishi no kakikata o megutte » 現代史の書き方をめぐって (Concernant l'écriture de l'histoire du temps présent), *Chūō Kōron*, décembre 1956, p. 74-85. On peut également citer, parmi les principales publications consacrées au débat, le numéro spécial « Histoire » de la revue *Shisō*, de mai 1957, dont près de la moitié des articles reprenaient les thématiques soulevées par le débat.

51. Une polémique opposa alors Imai Seiichi et l'historien Nezu Masashi ねづまさし (1909-) sur l'importance historique à donner aux tentatives diplomatiques du ministre des affaires étrangères Shidehara Kijūrō 幣原喜重郎 (1872-1951) entre 1929 et 1931 pour apaiser les relations entre le Japon, la Grande-Bretagne et les États-Unis, notamment à l'occasion du traité naval de Londres de 1930.

52. Ces changements concernaient notamment le traitement du PCJ. Cf. *infra*.

53. C'est le cas de la critique de la nouvelle édition de *l'Histoire de Shōwa* par Matsuzawa Hiroaki.

54. Le renouvellement du traité de sécurité nippo-américain (*anpo tōsō* 安保闘争), au cours des années 1959-1960, a ainsi vu la plupart des intellectuels qui ont participé au débat, y compris Kamei, militer ensemble, dans l'opposition.

55. Les différents intervenants faisaient porter des sens distincts au terme de « démocratie ». Cela se reflétait notamment dans les différentes visions des responsabilités de guerre qu'ils défendirent, sur des critères implicitement politiques. Mais ce qui m'importe ici, c'est la manière dont ce concept était manipulé de manière unanime par tous les participants pour défendre la légitimité de leurs conceptions sur l'histoire nationale. Il était posé par tous comme la condition première de l'élaboration d'un nouveau récit historique national au Japon. Pour tous, l'histoire devait contribuer à combler les lacunes supposées de la démocratie japonaise, imparfaitement résolues par les réformes des premières années d'après-guerre. De ce point de vue, ce critère de « démocratie », inscrit au cœur de quasiment tous les discours sur la légitimité du discours historique, a imposé au cours du débat des stratégies convergentes de valorisation et de mise en forme de la matière historique, au-delà des différences politiques. Pour tous les participants du débat, la démocratisation nécessitait un éveil des Japonais à la conscience de leur propre japonité.

56. Voici comment Tōyama critiquait les histoires trop mécanistes, qui ne laissaient pas une place suffisante à la contingence, et donc à l'expérience propre de chaque individu : « Dans leur histoire, on n'aperçoit plus nulle part la forme d'un être humain, et on n'entend plus nulle part l'écho de la lutte des classes. Le monde qu'ils dépeignent est tout entier réglé par des lois, vide de tout être humain. Mais ça, ce n'est pas de l'histoire » ; « Rekishi ni okeru gūzen sei ni tsuite », *op. cit.* p. 114. Faut-il vraiment s'étonner de la similitude avec les critiques que lui adressa Kamei trois ans après ?

57. Tōyama Shigeki, « Gendaishi kenkyū no mondaiten... », *op. cit.*, p. 58.

58. Tōyama Shigeki, « Rekishi ni okeru gūzen sei ni tsuite », *op. cit.*, p. 114.

59. Kamei Katsuichirō, « Gendaishi e no gimon... », *op. cit.*, p. 64.

60. Takeyama Michio, *Shōwa no seishinshi*, *op. cit.*, p. 13-19.

61. Kamei Katsuichirō, « Nihon kindai no higeki », *op. cit.*, p. 71.

62. Inoue Kiyoshi, Suzuki Masahi, *Nihon Kindaishi*, *op. cit.*, vol. 2, p. 252.

63. Kamei Katsuichirō, « Nihon kindai no higeki », *op. cit.*, p. 66.

64. Kamei Katsuichirō, « Gendaishi e no gimon... », *op. cit.*, p. 65.

65. Cité par Inoue Kiyoshi, « Bōkansha to giseisha – “Shōwa no seishin shi” hihan » 傍観者と犠牲者 – 『昭和の精神史』 批判 (Indifférents et sacrifiés. Critique de l'« Histoire de l'esprit de Shōwa »), *Shisō*, août 1956, p. 15.

66. Cette conception des « irresponsabilités de guerre » sera reprise en 1965 par Hayashi Fusao 林房雄 (1903-1975), au cours d'une série d'articles intitulée « Daitō sensō kōteiron » 大東亜戦争肯定論 (Pour une vision positive de la guerre de la grande Asie), *Chūō Kōron*, septembre à décembre 1963. Le parallèle entre la vision de l'histoire défendue par Takeyama Michio et celle de Hayashi

Fusao fut souligné par Yamada Munemutsu 山田宗睦 (1925-) dans son ouvrage *Kiken na shisōka – sengo minshūshūgi o hitei suru hitobito* 危険な思想家－戦後民主主義を否定する人々 (Des penseurs dangereux – Les négateurs de la démocratie d'après-guerre), Kōbunsha 光文社, 1965, 208 p.

67. Kamei Katsuichirō, « Gendaishi e no gimon... », *op. cit.*, p. 58.

68. Matsuda Michio, « Sensō to interigencha – Gendaishi to ningen » 戦争とインテリゲンチャー 現代史と人間 (La guerre et l'intelligentsia – Histoire du temps présent et humanité), *Shisō*, novembre 1956, p. 112.

69. *Ibid.*

70. Shinohara Hajime, « Gendaishi no fukasa to omosa... », *op. cit.*

71. *Ibid.*

72. Wakamori Tarō, « Rekishi kagaku to ningensei » 歴史家学と人間性 (Science historique et humanité), *Chūō Kōron*, décembre 1956, p. 104.

73. *Ibid.*

74. Tōyama Shigeki, « Gendaishi kenkyū no mondaiten... », *op. cit.*, p. 55.

75. Hayden White, *Metahistory*, John Hopkins University Press, 1973, 448 p.

76. Inoue Kiyoshi, « Bōkansha to giseisha... », *op. cit.*, p. 16.

77. *Ibid.*, p. 16.

78. Maruyama Masao, *Nihon no shisō* 日本の思想 (La Pensée japonaise), Iwanami shoten, Tōkyō, 1961, 192 p., p. 65.

79. Tsurumi Shunsuke, « Chishikijin no sensōsekinin » 知識人の戦争責任 (La Responsabilité de guerre des intellectuels), *Chūō Kōron*, janvier 1956, p. 57-63.

80. Cité par Ishida Takeshi 石田雄, *Kioku to bōkyaku no seijigaku - dōkaseisaku, sensōsekinin, shūgōteki kioku* 記憶と忘却の政治学－同化政策・戦争責任・集合的記憶 (Science politique de la mémoire et de l'oubli – Politiques d'intégration, responsabilités de guerre, mémoire collective), Akashi shoten 明石書店, Tōkyō, 2000, 313 p., p. 175.

81. Tōyama Shigeki, « Gendaishi kenkyū no mondaiten... », *op. cit.*, p. 59.

82. Il précise notamment dans le même article : « Je cherche à fonder ma critique historique sur la base des thèses de 1927 et 1932 », *ibid.*, p. 60.

83. Ue kara no sekutoteki na shidō 上からのセクト的な指導 ; *Shōwashi (shinpan)*, *op. cit.*, p. 279.

84. Tōyama Shigeki, « Gendai Nihon no rekishiteki kadai » 現代日本の歴史的課題 (De l'histoire du Japon du temps présent), dans Eguchi Bokurō 江口朴郎, Okakura Koshirō 岡倉古志郎, Tōyama Shigeki, *Tenkōki no Sekai* 転向期の世界 (Le Monde à l'heure du *tenkō*), Sanseidō 三省堂, Tōkyō, 1978, 377 p.

85. On reconnaît là le problème de la tension entre histoire et mémoire. L'historien Wada Yū 和田悠 (1976-) a notamment insisté sur le rôle central, dans la polémique, de ce dialogue entre Tōyama et Matsuda. Voir Wada Yū, « Shōwa shi ronsō no naka no chishikijin – Kamei Katsuichirō, Matsuda Michio, Tōyama Shigeki » 昭和史論争の中の知識人 (Les intellectuels dans la polémique sur l'histoire de Shōwa – Kamei Katsuichirō, Matsuda Michio, Tōyama Shigeki), dans Ōkado Masakatsu, *Shōwashi ronsō o tou...*, *op. cit.*, p. 107-108. Pour un tableau des problématiques mémorielles dans le Japon du XX<sup>e</sup> siècle, voir Pierre-François Souyri (dir.), *Mémoire et fiction. Décrire le passé dans le Japon du XX<sup>e</sup> siècle*, Picquier, Arles, 2010, 246 p.

86. « Shinbun zasshi no yakuwari » 新聞雑誌の役割 (Le Rôle des journaux et des revues), *Shōwashi (shinpan)*, *op. cit.*, p. 87-89.

87. Shinohara Hajime, « Gendaishi no fukasa to omosa... », *op. cit.*, p. 144-145.

88. Matsuzawa Hiroaki, « Shohyō “Shōwashi (shinpan)” » 書評『昭和史 (新版)』, (Critique de la nouvelle édition de *l'Histoire de Shōwa*), *Shisō*, octobre 1959, p. 107-113.

89. Ōkado Masakatsu, « Shōwashi ronsō to wa nan datta no ka » 昭和史論争とは何だったのか (Qu'était le débat sur *l'Histoire de Shōwa* ?), in Ōkado Masakatsu, *Shōwashi ronsō o tou...*, *op. cit.*, p. 27-28.

90. Édité par Imai Seiichi 今井清一 et Hashikawa Bunzō 橋川文三, *Hateshinaki sensen* 果てしなき戦線 (Un front sans fin), coll. Nihon no hyakunen shirīzu 日本の百年シリーズ, vol. 8, Chikuma Shobō 筑摩書房, 1962, 358 p.
91. Ienaga Saburō, *Taiheiyō Sensō* 太平洋戦争 (La guerre du Pacifique), Iwanami shoten, Tōkyō, 1968, 347 p. Ce défaut fut corrigé dans l'édition de 1986.
92. Nishioka Toranosuke 西岡虎之助, Kano Masanao 鹿野政直, *Nihon kindaiishi* 日本近代史 (Histoire du Japon contemporain), Chikuma Shobō, 1971, 373 p.
93. Ceci n'est pas sans lien avec les nouvelles délimitations de l'identité nationale évoquées par Arnaud Nanta dans ce numéro.
94. Ishimoda Shō, « Seijishi no kadai », *op. cit.*, p. 6-17.
95. Tōyama Shigeki, « Rekishi ni okeru gūzensei ni tsuite », *Shisō*, février 1952, *op. cit.*, p. 13-21. Voir *supra*, note 50.
96. Ce mouvement historien, qui a culminé dans les années 1951-1952, visait à la reconquête de la subjectivité historique propre du peuple japonais, afin de faire émerger par l'histoire la tradition démocratique ancestrale propre à la « patrie » japonaise, et de renverser le joug impérialiste de l'occupant américain. Ishimoda cite son collègue Tōma Seita (藤間生太, 1913-) pour expliquer le sens de ce projet : « Le véritable patriotisme ne prend naissance qu'une fois qu'on a bien compris l'histoire de sa patrie, et qu'on connaît suffisamment les admirables traditions, culture et coutume de son peuple. » ; voir *Rekishi to minzoku no hakken - rekishigaku no kadai to hōhō* 歴史と民族の発見－歴史学の課題と方法 (La Découverte de l'histoire et du peuple - Le sujet et la méthode de l'histoire), Heibonsha 平凡社, 2003, 471 p., p. 34. Pour une analyse de ce projet et de son échec, Oguma Eiji, « Kokuminteki rekishigaku undō » 国民的歴史学運動 (Le Mouvement pour une histoire nationale), *Minshu to aikoku*, *op. cit.*, p. 307-353.
97. Or, aux yeux d'un libéral comme l'historien Shinohara Hajime, c'était la valorisation par la tradition même qui posait problème, au moment d'établir une histoire démocratique : « Il ne suffit pas de faire comprendre la tradition démocratique et révolutionnaire [du peuple japonais] pour faire fructifier la paix, l'indépendance et la démocratie. Il est plutôt nécessaire de guider vers le camp du progressisme cette majorité des masses populaires qui reste dominée par des schémas traditionnels, voire rétrogrades. » Shinohara Hajime, « Gendaishi no fukasa to omosa... », *op. cit.*, p. 152.
98. Il faut souligner l'influence qu'a eu sur lui la lecture du *Gendai Chūgokuron* (現代中国論, *La Chine contemporaine*, 1949, Kawade Shobō, 201 p.) de Takeuchi Yoshimi 竹内好 : « C'est le *Gendai Chūgokuron* de Takeuchi Yoshimi qui, après la guerre, m'a ouvert les yeux sur ces sujets » ; Kamei, « Nihon kindai no higeki », *op. cit.*, p. 63.
99. Rappelons à quel point la nationalité japonaise même a pu varier à la fin de la guerre, impliquant de fait une distorsion de l'acteur collectif « Nation » entre la réalité de guerre évoquée par les participants du débat et la réalité d'après-guerre dans laquelle il prend place. Coréens, Taïwanais et Okinawaïens étaient tous Japonais jusqu'à la fin de la guerre, mais plus au moment de la controverse. Voir à ce sujet l'ouvrage d'Oguma Eiji, *Nihonjin no kyōkai - Okinawa, Ainu, Taiwan, Chōsen, shokuminchi shihai kara fukki undō made* 日本人の境界－沖縄、アイヌ、台湾、朝鮮、植民地支配から復帰運動まで (Les Frontières des Japonais - Okinawa, Aïnous, Taïwan et la Corée, de la domination coloniale aux mouvements de retour au pays), Shin.yōsha, 1998, 778 p.
100. Sakai Naoki, « Nihonshi to kokuminteki sekinin », *op. cit.*, p. 163-164.
101. Voir à ce sujet Takahashi Tetsuya, *Rekishi/Shūseishugi*, *op. cit.*, p. 51-54.
102. Sun Ge, « Shōwashi ronsō ni okeru hitotsu no sokumen », *Rekishi no kōsaten ni tatte*, *op. cit.*, p. 211-238.

**103.** Uehara Senroku 上原専禄, Katō Shūichi 加藤周一, « Rekishi kankaku - rekishi ishiki to rekishigaku » 歴史感覚・歴史意識と歴史学 (Perception historique – Conscience historique et science historique), *Shisō*, mai 1957, p. 264.

**104.** *Shōwashi*, 1955, *op. cit.*, p. 185-186.

**105.** Voir à ce sujet Arnaud Nanta, « Le Japon face à son passé colonial », dans Olivier Dard et Daniel Lefeuvre (dir.), *L'Europe face à son passé colonial*, Riveneuve éditions, 2008, 391 p., p. 129-146.

**106.** Ce fut notamment le cas de la mouvance historique dite *Minshū shisōshi* 民衆思想史, ou « histoire de la pensée populaire », dont les principaux représentants furent Irokawa Daikichi 色川大吉 (1925-), Yasumaru Yoshio 安丸良夫 (1934-), Kano Masanao 鹿野正直 (1931-) et Hirota Masaki ひろたまさき (1934-). Comme le souligne Nagahara Keiji dans son ouvrage de 2003, ces auteurs ont cherché à repenser l'histoire du Japon en s'affranchissant des *a priori* de l'appareil méthodologique de l'histoire scientifique héritée des États-nations occidentaux avec leur historicité propre, afin de recoller, au plus près, et avec la plus grande fidélité possible, à l'expérience historique des Japonais aux différentes époques considérées. Nagahara Keiji, *Nijūseiki nihon no rekishigaku*, *op. cit.*, p. 209-214. La problématique annoncée par Irokawa Daikichi en introduction de son ouvrage *Meiji Seishin shi* 明治精神史 (Histoire de l'esprit de Meiji) – Iwanami shoten, Tōkyō, 2008, 2 vol., publié pour la première fois en 1964 – permet je pense de situer la filiation de sa démarche avec celle de Kamei, notamment par le rapport qu'il pose entre les acteurs individuels de son histoire, au centre de sa démarche, et les circonstances auxquelles ils doivent faire face, et par le lien émotionnel qu'il entend créer entre les acteurs de l'histoire et ses lecteurs : « J'espère que les jeunes gens d'aujourd'hui liront ce livre. Alors qu'ils doivent faire face aux circonstances difficiles que nous traversons, je veux leur montrer comment les adolescents de l'époque Meiji ont eux-mêmes vécu les bouleversements de leur temps. » (p. iii-iv. Irokawa évoque ici la lutte contre le renouvellement du traité de sécurité nippo-américain des années 1959-60). Il paraît légitime de voir une filiation entre le développement de ce mouvement historien, au cours des années soixante, et les limites de la pratique historique scientifique japonaise soulignées à l'occasion du débat par Uehara Senroku.

**107.** Qu'il s'agisse d'un véritable rattrapage de la modernité occidentale, ou d'un affermissement d'une modernité japonaise à l'encontre de la modernité occidentale, à l'occasion de la confrontation imposée par l'histoire.

**108.** Voir notamment *Nankin Jiken* 南京事件 (L'incident de Nankin), Jinbutsu Ōraisha 人物往来社, Tōkyō, 1972, 246 p. Fujiwara Akira, un des auteurs de *l'Histoire de Shōwa*, produisit lui aussi une étude sur le sujet : *Nankin no nihongun - Nankin daigyakusatsu to sono haikai* 南京の日本軍 - 南京大虐殺とその背景 (L'Armée japonaise à Nankin - Le Massacre de Nankin et son contexte), Ōtsuki shoten 大月書店, 1998, 124 p.

**109.** Raconté par Ienaga dans son autobiographie, *Ichi rekishigakusha no ayumi*, *op. cit.*, p. 220-223.

## RÉSUMÉS

Tournant dans l'histoire du Japon, 1955 est notamment l'année de la publication de *Shōwashi*, ouvrage qui provoque le premier grand débat d'historiens du Japon d'après-guerre.

1955 represented a turning point in Japan's early postwar history. In That year *Shōwashi* was published, a book that sparked the first great debate for historians in postwar Japan.

## INDEX

**Thèmes** : historiographie

**キーワード** : Tōyama Shigeki 遠山茂樹 (1914-2011), Kamei Katsuichirō 亀井勝一郎 (1907-1966), Marukusu shugi マルクス主義, Nihon kōsantō 日本共産党, Jiyū minshutō 自由民主党, minshushugi 民主主義, Shōwa jidai 昭和時代 (1945-1989), shigakushi 史学史

**Keywords** : Tōyama Shigeki (1914-2011), Kamei Katsuichirō (1907-1966), Marxism, JCP (Japanese Communist Party), LDP (Liberal Democratic Party of Japan), Democracy, Shōwa (1945-1989), Historiography

**Mots-clés** : Tōyama Shigeki (1914-2011), Kamei Katsuichirō (1907-1966), marxisme, PCJ (Parti communiste japonais), PLD (Parti Libéral Démocrate), démocratie

**Index chronologique** : Shōwa (1945-1989)